

**Chambre
des Représentants**

SESSION 1981-1982

20 AVRIL 1982

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'article 2
de la loi communale**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR M. VANKEIRSBILCK

SOMMAIRE

Pages

I. — Exposé de l'auteur de la proposition de loi	2
II. — Discussion générale	3
§ 1. Le bourgmestre	4
A. Point de vue des membres de la Commission ...	4
1. Le bourgmestre doit-il pouvoir être nommé au sein du conseil et/ou hors du conseil ? ...	4
2. La présentation des candidats implique-t-elle ou non un caractère obligatoire pour le Roi ?	6
B. Point de vue du Ministre	7

(1) Composition de la Commission :

Président : M. J.-B. Delhaye.

A. — Membres : MM. Breyne, Cardoen, Detremmerie, Jérôme, Suykerbuyk, Tant, Vankeirsbilck. — MM. Bogaerts, J.-B. Delhaye, De Loor, Guillaume, M. Harmegnies, Lafosse, Temmerman. — MM. A. Claes, Cornet d'Elzius, Evers, Mundeleer, Van Belle, Mme Van den Poel-Welkenhuysen. — MM. De Beul, Desseyen. — M. Nols.

B. — Suppléants : MM. Beerden, Coppieters, Desutter, Marchand, Thys, Van Wambeke, Wauthy, Willems. — Mme Brenez, MM. Collignon, De Batselier, Laridon, Mangelschots, Onkelinx, Perdieu, Rubens. — MM. De Grève, Denys, Flamant, Klein, Militis, Poswick, Taelman. — MM. Anciaux, Gabriels, Van Biervliet. — MM. Clerfayt, Defosset.

Voir :

23 (1981-1982) :

- No 1: Proposition de loi.
- Nos 2 à 8 : Amendements.

**Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

ZITTING 1981-1982

20 APRIL 1982

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van artikel 2
van de gemeentewet**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN
EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER VANKEIRSBILCK

INHOUD

Blz.

I. — Uiteenzetting van de auteur van het wetsvoorstel	2
II. — Algemene bespreking	3
§ 1. De burgemeester	4
A. Standpunt van de commissieleden	4
1. De burgemeester uit en/of buiten de raad ?	4
2. Een bindende of niet-bindende voordracht voor de Koning ?	6
B. Standpunt van de Minister	7

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer J.-B. Delhaye.

A. — Leden : de heren Breyne, Cardoen, Detremmerie, Jérôme, Suykerbuyk, Tant, Vankeirsbilck. — de heren Bogaerts, J.-B. Delhaye, De Loor, Guillaume, M. Harmegnies, Lafosse, Temmerman. — de heren A. Claes, Cornet d'Elzius, Evers, Mundeleer, Van Belle, Mevr. Van den Poel-Welkenhuysen. — de heren De Beul, Desseyen. — de heer Nols.

B. — Plaatsvervangers : de heren Beerden, Coppieters, Desutter, Marchand, Thys, Van Wambeke, Wauthy, Willems. — Mevr. Brenez, de heren Collignon, De Batselier, Laridon, Mangelschots, Onkelinx, Perdieu, Rubens. — de heren De Grève, Denys, Flamant, Klein, Militis, Poswick, Taelman. — de heren Anciaux, Gabriels, Van Biervliet. — de heren Clerfayt, Defosset.

Zie :

23 (1981-1982) :

- Nr 1 : Wetsvoorstel.
- Nrs 2 tot 8 : Amendementen.

	Pages	Blz.
§ 2. Les échevins	13	13
A. Point de vue des membres de la Commission ...	13	13
1. La procédure de présentation des candidats	13	13
2. Le mode de désignation des échevins	15	15
a) Sur présentation	15	15
b) Par scrutin public	16	16
3. Le rang des échevins	17	17
4. La nomination des échevins	17	17
5. Les candidats suppléants	17	17
B. Point de vue du Ministre	18	18
§ 3. Le délai de présentation	19	19
§ 4. Le calcul des deux tiers requis	20	20
III. — Discussion des articles et votes	20	20
IV. — Texte adopté par la Commission	23	23
V. — Annexes	25	25

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique a consacré quatre réunions à l'examen de la proposition de loi de M. Coppieters modifiant l'article 2 de la loi communale, relatif à la nomination du bourgmestre et à l'élection des échevins.

I. — EXPOSE DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI

M. Coppieters rappelle que sa proposition a déjà été examinée par la Commission au cours des législatures 1977-1978 et 1978-1981. Sa proposition, telle qu'il l'a réintroduite, tient compte des observations que l'administration du Ministère de l'Intérieur a faites lors des discussions antérieures ainsi que des modifications proposées par les amendements que MM. Bourgeois, De Beul et Temmerman ont déposés au cours de la session extraordinaire 1979 (Doc. n° 66-3/I, 3/III et 4).

L'auteur rappelle les difficultés qui ont surgi dans de nombreuses communes, après les élections du 10 octobre 1976, à l'occasion de la constitution des collèges des bourgmestre et échevins. La présente proposition de loi revêt dès lors une grande importance en ce qui concerne la moralité et la décence politiques. Elle vise à mettre fin aux changements de parti et à la violation des engagements pris, moyens auxquels certains élus ont eu recours pour atteindre leur objectif. Son but est par conséquent d'écartier les élus qui abandonnent leur parti parce que le mandat de bourgmestre ou d'échevin risque de leur échapper ou parce que d'autres partis leur offrent certains avantages. Par ces pratiques méprisables, ces élus trahissent en outre la confiance que leurs électeurs leur ont témoignée.

Il est assurément inutile de souligner que de telles pratiques ont pour effet que la gestion communale est souvent devenue l'enjeu d'une surenchère démesurée et que la décision finale appartient aux élus les moins fidèles et les moins dignes de confiance.

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt heeft vier vergaderingen gewijd aan de besprekking van het wetsvoorstel van de heer Coppieters tot wijziging van artikel 2 van de gemeente-wet betreffende de benoeming van de burgemeester en de verkiezing van de schepenen.

I. — UITEENZETTING VAN DE AUTEUR VAN HET WETSVOORSTEL

De heer Coppieters herinnert eraan dat zijn wetsvoorstel reeds in de commissie besproken werd tijdens de zittingen 1977-1978 en 1978-1981. In het voorstel dat hij opnieuw heeft ingediend, werd rekening gehouden met de opmerkingen die tijdens de vroegere besprekkingen gemaakt werden door de administratie van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en met de wijzigingen die werden voorgesteld in de amendementen, door de heren Bourgeois, De Beul en Temmerman tijdens de buitengewone zitting 1979 ingediend (Stukken n° 66-3/I, 3/III en 4).

De indiener herinnert aan de moeilijkheden die zich, na de gemeenteraadsverkiezingen van 10 oktober 1976, in vele gemeenten hebben voorgedaan naar aanleiding van de samenstelling van de colleges van burgemeester en schepenen. Onderhavig wetsvoorstel is dan ook uitermate belangrijk voor de politieke moraliteit en het politiek fatsoen. Het beoogt een einde te maken aan de overloperij en woordbreuk die door bepaalde gekozenen werden gepleegd om hun doel te bereiken. Het wil dan ook die gekozenen buiten spel zetten, die hun eigen partij in de steek lieten omdat het nagestreefde mandaat van burgemeester of schepen hen dreigde te ontglippen of omdat hen door andere partijen bepaalde voordeelen werden aangeboden. Door deze verfoeilijke praktijken hebben deze gekozenen eveneens hun kiezers, die hen hun vertrouwen hadden gegeven, voor schut gezet.

Het is ongetwijfeld overbodig erop te wijzen dat daar door het bestuur van de gemeenten vaak de inzet werd van mateloos opbod en dat dikwijls de minst trouwe en minst betrouwbare verkozenen de beslissing naar hun hand konden zetten.

Il va de soi qu'une telle situation ne peut favoriser la constitution d'une équipe de gestionnaires unie et respectable.

C'est dans cet esprit que M. Coppeters a déposé une proposition visant à modifier l'article 2 de la loi communale relatif à la nomination du bourgmestre et à l'élection des échevins.

Cette proposition tend à instituer une nouvelle procédure pour la désignation du bourgmestre et des échevins. L'auteur propose quatre modifications de la procédure actuelle :

1. Le bourgmestre sera désormais nommé sur la base d'une liste de présentation officielle et institutionnalisée.

La présentation des échevins devra également faire l'objet d'une procédure officielle. Les échevins ne seront plus élus au scrutin secret au cours de la séance d'installation du nouveau conseil communal, mais seront désignés sur la présentation faite par et au nom d'une majorité de conseillers qui auront signé à cet effet une liste de présentation.

Si aucune liste de présentation n'est déposée de manière valable, les échevins seront élus au scrutin public en séance publique.

Cette élection ne se fera donc plus au scrutin secret, ce qui devrait décourager les accords secrets et les tentatives de corruption.

Des candidats-suppléants seront également présentés en vue de pourvoir au remplacement d'échevins qui viendraient à décéder ou qui ne rempliraient plus les conditions d'éligibilité entre le jour des élections et le moment de la séance d'installation.

2. La deuxième modification prévue par cette proposition vise à lier les conseillers communaux élus sur une même liste, tant en ce qui concerne la présentation du bourgmestre que celle des échevins, par les signatures des deux tiers d'entre eux.

Cette disposition devrait exclure le changement de parti et la violation des engagements, étant donné que les signatures ne pourront être révoquées.

Par exemple, un groupe politique de 6 membres serait lié par la signature de 4 d'entre eux.

3. La troisième modification concerne un élément de procédure. L'acte de présentation du bourgmestre devra être déposé entre les mains du gouverneur et la liste de présentation des échevins devra être déposée entre les mains du bourgmestre ou de son remplaçant dans les quatorze jours de la validation des élections. Ce délai relativement bref permettra d'éviter que les négociations se prolongent outre mesure.

4. Enfin, la quatrième modification proposée constitue une ultime ressource pour le cas où la nouvelle procédure n'apporterait aucune solution. On applique alors la procédure existante, à cela près que l'élection a lieu au scrutin public en séance publique. Le caractère public du scrutin vise à exclure toute combine secrète.

Les groupes politiques seront ainsi contraints de se mettre d'accord au préalable sur le choix d'un candidat.

II. — DISCUSSION GENERALE

Plusieurs membres déclarent approuver sans réserve la philosophie et le but de la proposition de loi.

Dat zulks nadelig is voor de vorming van een degelijke en waardige bestuursploeg, is zonder meer duidelijk.

In die geest heeft de heer Coppeters een wetsvoorstel ingediend tot wijziging van artikel 2 van de gemeentewet betreffende de benoeming van de burgemeester en de verkiezing van de schepenen.

Dit voorstel voert een nieuwe procedure in voor de aanwijzing van burgemeester en schepenen. De auteur stelt voor vier wijzigingen aan te brengen in de bestaande procedure :

1. De benoeming tot burgemeester zal voortaan geschieden door middel van een officiële en geïnstitutionaliseerde voordrachtlijst.

Ook de voordracht van de schepenen moet een officieel karakter krijgen. Dezen zullen niet meer bij geheime stemming verkozen worden tijdens de openbare zitting van de installatievergadering van de nieuwe gemeenteraad, maar aangesteld worden op voordracht door en namens een meerderheid van de raadsleden op een daartoe ondertekende voordrachtlijst.

Wordt hiervoor echter geen voordrachtlijst rechtsgeldig ingediend, dan zullen de schepenen bij openbare stemming in openbare vergadering gekozen worden.

Dit zal dus niet meer gebeuren bij geheime stemming, wat tevens moet bijdragen om geheime afspraken of omkooppraktijken te voorkomen.

Voor de schepenen zullen eveneens opvolgers worden voorgedragen om te kunnen voorzien in de vervanging van de schepenen die mochten overlijden of die niet meer zouden voldoen aan de voorwaarden van verkiesbaarheid in de periode tussen de dag van de verkiezingen en de installatievergadering.

2. De tweede door dit voorstel ingevoerde wijziging heeft tot doel de gemeenteradsleden die op dezelfde lijst werden gekozen, te verbinden, zowel wat de voordracht van de burgemeester als van de schepenen betreft, door de handtekening van tweederde onder hen.

Deze regeling moet overloperij en woordbreuk uitsluiten vermits de handtekeningen niet meer zullen kunnen herroepen worden.

Een politieke fractie van 6 leden b.v. zou door de handtekening van 4 van haar leden verbonden zijn.

3. De derde wijziging heeft betrekking op de procedure. De voordrachtlijst voor de benoeming van de burgemeester moet ingediend worden bij de gouverneur en die voor de schepenen bij de burgemeester of zijn plaatsvervanger binnen 14 dagen na de geldigverklaring van de verkiezingen. Door het instellen van deze vrij korte termijn zullen al te lange onderhandelingen worden uitgesloten.

4. Ten slotte biedt de vierde door het voorstel beoogde wijziging een uitkomst voor het geval geen oplossing wordt bereikt via de nieuwe procedure. Alsdan wordt teruggegraven naar de thans bestaande procedure met dien verstande evenwel dat de verkiezing zal gebeuren bij openbare stemming in openbare vergadering. Deze openbare stemming moet opgezette geheime combines uitsluiten.

Derhalve zullen de fracties ertoe verplicht zijn vooraf overeenstemming te bereiken over de keuze van een kandidaat.

II. — ALGEMENE BESPREKING

Meerdere leden verklaren dat zij volledig akkoord gaan met de filosofie van het wetsvoorstel en het doel dat wordt nastreefd.

Un membre souligne qu'il faut mettre un terme à certaines pratiques qui, depuis 1976, empoisonnent le climat politique à l'échelon communal et mettent gravement en péril la démocratie politique. Après avoir invité le Gouvernement à exposer son point de vue au sujet de la proposition de loi, le même membre demande un tableau comparatif reprenant le texte actuel de l'article 2 de la loi communale, le texte proposé par l'auteur de la proposition et le texte des amendements qui ont été présentés.

Le Ministre de l'Intérieur fait savoir qu'il approuve le principe qui sous-tend la proposition de loi et promet de fournir le tableau comparatif demandé.

Tout en étant d'accord sur la philosophie de la proposition, un membre estime que le mécanisme qui est prévu peut être considéré comme un signe de méfiance à l'égard des conseillers. Comme ce mécanisme s'écarte du système actuel, il faut, selon lui, faire preuve de prudence.

Le même membre souligne par ailleurs que les transfuges sont l'exception et que la grande majorité des élus locaux sont des gens sérieux.

§ 1. Le bourgmestre

A. Point de vue des membres de la Commission

1. Le bourgmestre doit-il pouvoir être nommé au sein du conseil et/ou hors du conseil ?

La possibilité pour le Roi de nommer le bourgmestre au sein du conseil ou hors de celui-ci fait l'objet d'une discussion approfondie.

Après avoir fait observer que le bourgmestre sera dorénavant nommé par le Roi, sur présentation des conseillers, un membre aborde le problème de la nomination du bourgmestre hors du conseil. Il se demande si cette faculté appartenant au Roi doit être maintenue. Selon les conceptions politiques actuelles, il importe en effet de renforcer sans cesse l'autonomie des communes par rapport au pouvoir central.

Il estime que le bourgmestre doit être le représentant de la majorité démocratique au sein du conseil communal. Il n'est plus d'usage de nommer le bourgmestre hors du conseil. Une telle nomination risque d'ailleurs de déboucher sur une quasi-impossibilité d'administrer la commune, à défaut de majorité adéquate.

Un autre membre partage ce point de vue et estime qu'il serait plus démocratique de limiter le choix aux membres du conseil communal.

Un membre estime pour sa part que le Roi doit conserver la possibilité de nommer le bourgmestre hors du conseil, et ce pour deux raisons.

Premièrement, il peut arriver qu'un candidat ne remplit pas les conditions requises pour être nommé bourgmestre (il peut par exemple avoir encouru certaines condamnations dont les conseillers ignorent l'existence). Il se peut également qu'aucun candidat ne recueille les suffrages de la majorité des conseillers. Cela signifie qu'il n'y a pas d'accord au sein du conseil et qu'il est par conséquent préférable de choisir le bourgmestre hors du conseil.

Plusieurs membres estiment également que le Roi doit conserver la possibilité de nommer le bourgmestre hors du conseil lorsqu'il n'existe pas de liste de présentation de candidats.

Un membre fait observer que le Roi fait lui aussi un choix politique en nommant un bourgmestre hors du conseil. Ne

Een lid beklemtoont dat een einde moet worden gemaakt aan bepaalde praktijken die het politiek klimaat op gemeentelijk vlak sinds 1976 vergiftigen en die voor de politieke democratie een ernstig gevaar vormen. Hij vraagt dat de Regering haar standpunt omtrent dit wetsvoorstel zou doen kennen. Hetzelfde lid verzoekt tevens om een tabel waarbij de vergelijking wordt gemaakt tussen de huidige tekst van artikel 2 van de gemeentewet, de door de auteur van het wetsvoorstel ingediende tekst en de tekst van de ingediende amendementen.

De Minister van Binnenlandse Zaken deelt mede dat hij akkoord gaat met het principe dat aan het wetsvoorstel ten grondslag ligt en belooft tevens de gevraagde vergelijking te bezorgen.

Een lid verklaart zich akkoord met de filosofie van het wetsvoorstel, doch meent dat het aldus ingebouwd mechanisme als een blijk van wantrouwen ten opzichte van de raadsleden kan worden aangezien. Vermits het wetsvoorstel afbreuk doet aan de thans geldende wetgeving, dient men voorzichtig te zijn.

Daarenboven onderstreept hetzelfde lid dat de overlopers de uitzonderingen zijn en dat het overgrote deel van de lokale gekozenen ernstige mensen zijn.

§ 1. De burgemeester

A. Standpunt van de commissieleden

1. De burgemeester uit en/of buiten de raad ?

Een uitvoerige discussie ontspint zich met betrekking tot de mogelijkheid voor de Koning om een burgemeester binnen dan wel buiten de raad te benoemen.

Na erop gewezen te hebben dat de burgemeester voortaan door de Koning zal benoemd worden op voordracht van de raadsleden snijdt een lid het probleem aan van de benoeming van de burgemeester buiten de raad. Hij vraagt zich af of de Koning nog verder over deze mogelijkheid moet beschikken. Volgens de huidige politieke opvattingen moet er immers meer en meer naar gestreefd worden de onafhankelijkheid van de gemeenten tegenover het centraal gezag te bevestigen.

Hij is van oordeel dat de burgemeester de emanatie moet zijn van de democratische meerderheid in de gemeenteraad. Het is niet meer gebruikelijk de burgemeester buiten de raad te benoemen. Een dergelijke benoeming buiten de raad kan er trouwens toe leiden dat de gemeente omzeggens onbestuurbaar wordt bij gebrek aan een gepaste meerderheid.

Een ander lid steunt die opvatting en meent dat het democratischer zou zijn de keuze te beperken tot de ledelen van de gemeenteraad.

Een lid merkt op dat men, zijns inziens, aan de Koning de mogelijkheid moet laten een burgemeester buiten de raad te benoemen en wel om twee redenen.

Voorerst kan het gebeuren dat een kandidaat de voorwaarden niet vervult om burgemeester te worden (bvb. omdat hij bepaalde veroordelingen heeft opgelopen die de leden van de raad niet kennen). Daarenboven kan het gebeuren dat er geen enkele kandidaat is die de instemming van de meerderheid van de raadsleden wegdraagt. Zulks betekent dat er in de raad geen akkoord is, zodat het beter is iemand buiten de raad te kiezen.

Diverse leden zijn eveneens de mening toegedaan dat aan de Koning de mogelijkheid moet worden gelaten iemand buiten de raad te benoemen indien er geen voordrachtlijst van kandidaten bestaat.

Een lid wijst er op dat ook de Koning een politieke keuze doet bij het benoemen van de burgemeester buiten de raad.

serait-il pas préférable de désigner un commissaire du gouvernement en attendant la nomination d'un bourgmestre au sein du conseil ? Cette désignation contraindrait les conseillers à résoudre eux-mêmes le problème de la nomination du bourgmestre.

Un autre membre estime qu'il serait en l'occurrence préférable de désigner le premier échevin plutôt qu'un commissaire du gouvernement.

D'autres membres estiment qu'en l'absence de présentation, il faut laisser au Roi l'entièr e liberté de choisir le bourgmestre hors du conseil ou en son sein. Un membre souligne cependant que, pour des raisons démocratiques, le bourgmestre devrait être nommé de préférence parmi les conseillers, ceux-ci ayant eu le courage de se porter candidats. Il importe néanmoins de maintenir la possibilité de nommer le bourgmestre hors du conseil afin d'assurer la continuité dans l'administration de la commune. Le Roi doit pouvoir désigner la personne de Son choix. Cette possibilité doit être envisagée dans l'hypothèse d'une démission collective du conseil communal, hypothèse où la commune ne serait plus administrée. La désignation d'un commissaire du gouvernement n'apporterait aucune solution dans ce cas, étant donné qu'un tel commissaire est toujours chargé d'une mission spécifique.

Un autre membre estime néanmoins qu'il faut maintenir la possibilité de nommer un commissaire du gouvernement. Le gouverneur pourrait éventuellement accomplir cette mission.

Un membre fait observer que le système selon lequel le Roi peut nommer la personne de Son choix, pourvu qu'elle habite la commune et qu'elle soit âgée de 25 ans accomplis, risque de permettre l'installation d'un bourgmestre qui ne disposerait pas d'une majorité, ce qui hypothéquerait le fonctionnement normal du conseil et du collège. Afin d'éviter ce risque, M. De Beul présente un amendement (Doc. n° 23/2-V) qui exclut toute nomination hors du conseil. Le Roi devrait dès lors nommer le bourgmestre au sein du conseil et donc tenir compte de la volonté de la majorité politique. L'auteur souligne que son amendement ne met pas en cause la compétence du Roi en ce qui concerne la nomination et la révocation du bourgmestre et que l'appréciation des mérites du candidat présenté demeure donc une prérogative du Roi.

Quant à savoir si, en cas de nomination du bourgmestre hors du conseil, l'avis de la députation permanente porte sur la personne du candidat ou sur la possibilité de nomination hors du conseil, on peut se référer à la réponse du Ministre qui figure dans le présent rapport (cf. page 8). Le Ministre signale d'ailleurs à ce propos qu'au cours de la présente législature, un seul bourgmestre a été nommé hors du conseil : celui d'Evergem, qui a été nommé par arrêté royal du 25 février 1981.

En ce qui concerne la question de principe relative à la possibilité de nommer le bourgmestre hors du conseil, le Ministre souligne qu'il y a lieu de faire une distinction entre le principe général et l'exception. Ce n'est que dans des cas et des circonstances exceptionnelles qu'une personne étrangère au conseil est nommée bourgmestre.

Il déclare en outre que cette exception doit être maintenue. En effet, le conseil sera ainsi incité à faire une présentation raisonnable et justifiée.

Un membre demande ce qu'il adviendrait si aucun candidat bourgmestre n'était présenté. A ce propos, un autre membre fait remarquer que, lorsqu'il nomme un candidat qui n'a pas été présenté, le Roi pose un acte d'administration auquel il n'est pas possible de se soustraire. De plus, le Parlement dispose encore d'un droit de contrôle sur cet acte du Roi, qui nomme d'ailleurs sur la proposition du Ministre de l'Intérieur.

Zou het niet beter zijn een regeringscommissaris aan te stellen in afwachting dat een burgemeester uit de raad kan worden benoemd ? Dit zou meteen de raadsleden ertoe dwingen om zelf het probleem met betrekking tot de benoeming van de burgemeester op te lossen.

Een ander lid meent dat in dit geval veeleer de eerste schepen zou moeten worden aangesteld dan een regeringscommissaris.

Andereleden menen dat aan de Koning de volle vrijheid dient gelaten te worden om de burgemeester zowel buiten als uit de raad te benoemen indien er geen voordracht terzake gedaan wordt. Niettemin wordt onderstreept dat om democratische redenen, de voorkeur zou dienen gegeven te worden aan een benoeming onder de raadsleden, daar deze de moed hebben gehad zich kandidaat te stellen. Om de continuïteit van het bestuur te kunnen waarborgen, dient evenwel de mogelijkheid om de burgemeester buiten de raad te benoemen behouden te blijven, daar de Koning moet kunnen benoemen wie hij wil. Deze laatste hypothese wordt gesteld voor het geval een ganse gemeenteraad om bepaalde redenen zijn mandaat zou neerleggen zodat de gemeente onbestuurbaar wordt. In dit laatste geval biedt de aanstelling van een regeringscommissaris trouwens geen oplossing daar deze steeds belast wordt met een specifieke opdracht.

Desondanks meent een ander lid dat de mogelijkheid om een regeringscommissaris aan te stellen moet gehandhaafd blijven. Dit zou eventueel ook de gouverneur kunnen zijn, indien hij dergelijke opdracht krijgt.

Er wordt opgemerkt dat het systeem waarbij de Koning om het even wie tot burgemeester moet kunnen benoemen op voorwaarde dat hij in de gemeente woont en 25 jaar oud is, gevvaarlijk is. Het kan aanleiding geven tot de installatie van een burgemeester die niet kan rekenen op een meerderheid, hetgeen een hypothek legt op de normale werking van de raad en het college. Om dit euvel te verhelpen dient de heer De Beul een amendement in (Stuk n° 23-2/V), waardoor een benoeming buiten de raad wordt uitgesloten. Hierdoor zal de Koning een van de raadsleden moeten benoemen en aldus rekening dienen te houden met de wil van de politieke meerderheid. Dit amendement doet, volgens de indiener, geen afbreuk aan de bevoegdheid van de Koning om de burgemeester te benoemen of af te zetten, zodat het waardeoordeel omtrent de waardigheid van de voorgedragen kandidaat een prerogatief blijft van de Koning.

Omtrent de vraag of bij een benoeming van een burgemeester buiten de raad het advies van de bestendige deputatie betrekking heeft op de persoon van de kandidaat dan wel op de mogelijkheid tot benoemen buiten de raad, kan verwezen worden naar het antwoord van de Minister dat in dit verslag is opgenomen (zie blz. 8). In dit verband wijst de Minister er trouwens op dat er tijdens deze legislatuur slechts één burgemeester benoemd werd buiten de raad, namelijk de burgemeester van Evergem en wel bij koninklijk besluit van 25 februari 1981.

Betreffende de principiële vraag of iemand buiten de raad burgemeester kan benoemd worden wijst de Minister erop dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen het algemeen beginsel en de uitzondering. Het is slechts in uitzonderlijke gevallen en omstandigheden dat iemand buiten de raad tot burgemeester wordt benoemd.

Hij meent dat deze uitzondering moet gehandhaafd blijven omdat het de raad zal aansporen tot een verstandige en verantwoorde voordracht.

Een lid stelt de vraag wat er gebeurt als er geen kandidaat-burgemeester wordt voorgedragen. In dit verband merkt een ander lid op dat, wanneer de Koning een kandidaat benoemt zonder voordracht, Hij een bestuursdaad stelt die niet kan ontweken worden. Het Parlement heeft daarenboven altijd nog een controlerecht op deze daad van de Koning, die benoemt op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Le Ministre communique ensuite un certain nombre de statistiques concernant les nominations de bourgmestres. Dans deux cas seulement, le bourgmestre ne disposait pas d'une majorité.

En ce qui concerne la date de nomination, il convient de noter que 23 bourgmestres ont été nommés avant le 1^{er} décembre 1976 et 468 dans le courant du mois de décembre. Dans les communes flamandes, 71 nominations ont eu lieu après le mois de décembre 1976, contre 34 en Wallonie.

Un membre rappelle que très peu de bourgmestres ont été nommés hors du conseil et que cette procédure reste un expédient.

2. La présentation des candidats implique-t-elle ou non un caractère obligatoire pour le Roi ?

Un membre estime que le Roi doit être lié par la présentation d'un candidat faite par la majorité du conseil. La proposition attribue en outre un droit d'appréciation à la députation permanente, alors que celle-ci ne fait l'objet d'aucun contrôle. On est beaucoup plus sévère pour un bourgmestre que pour un ministre communautaire. Tout conseiller communal doit également pouvoir devenir bourgmestre. Ce sont les conseillers eux-mêmes qui doivent juger de la valeur du candidat.

Un membre demande quelle procédure il convient de suivre lorsque la fonction de bourgmestre devient vacante en cours de législature.

M. Breyne présente un amendement (Doc. n° 23/2-IV) aux termes duquel le Roi est lié par la présentation d'un candidat faite par le conseil. La liberté de choix du Roi se limite donc au cas où le conseil n'a fait aucune présentation. On peut d'ailleurs se demander à cet égard si l'on ne restreindrait pas le pouvoir du Roi en l'empêchant de choisir hors du conseil.

En réponse à la question de savoir si le Roi est lié par la présentation, le Ministre fait observer que le bourgmestre est également le représentant du pouvoir central dans sa commune. A ce titre, il est plus qu'un ministre communautaire, qu'un ministre régional ou qu'un député permanent. Il serait plutôt une espèce de gouverneur. C'est précisément pour cette raison que le Roi doit pouvoir choisir librement, même si la présentation s'effectue selon une procédure légale déterminée. Le fait que le Roi conserve le pouvoir final de nommer le bourgmestre exclura tous les abus possibles.

Un membre fait remarquer qu'il y aurait lieu de préciser dans le texte que le Roi doit nommer le bourgmestre avant l'installation du nouveau conseil communal, et ce, afin d'éviter des difficultés. On pourrait en effet élire des échevins d'une majorité déterminée sans encore connaître le bourgmestre. Il serait dangereux de ne pas prévoir de règle stricte en ce domaine, car cela permettrait de recourir, inconsidérément à la faculté de « nommer hors du conseil » en vue d'exercer une pression sur les négociateurs, le Ministre de l'Intérieur manifestant son intention de nommer un bourgmestre issu d'un parti déterminé. Cela peut avoir une influence négative sur la formation de certaines coalitions.

Certains membres sont partisans de la nomination du bourgmestre avant l'installation du conseil communal, mais font remarquer que l'application de ce principe n'est pas simple. On dénombre plus de 500 présentations, sans parler des présentations faites par les minorités. Toutes les candidatures présentées doivent être soumises au Ministre de la Justice, qui procède à un examen approfondi portant sur l'honorabilité. Cette procédure peut être longue. On peut douter dès lors qu'il soit opportun d'insérer une disposition à ce sujet dans la loi communale.

Vervolgens deelt de Minister een aantal statistische gegevens mede betreffende de benoemingen van burgemeesters. In slechts twee gevallen beschikte de burgemeester niet over een meerderheid.

Wat de datum van benoeming betreft zij genoteerd dat 23 burgemeester werden benoemd vóór 1 december 1976 en 468 in de loop van de maand december. In de Vlaamse gemeenten hadden 71 benoemingen plaats na de maand december 1976 tegen 34 in Wallonië.

Een lid herinnert er nogmaals aan dat slechts zeer weinig burgemeesters buiten de raad benoemd werden en dat die procedure een veiligheidsklep blijft.

2. Een bindende of niet-bindende voordracht voor de Koning ?

Volgens een lid moet de Koning gebonden zijn door de voordracht van een kandidaat door de meerderheid van de raad. In dit voorstel wordt nog steeds een beoordelingsrecht gelaten aan de bestendige deputatie, terwijl deze laatste zelf door niemand wordt gecontroleerd. Men is veel strenger voor een burgemeester dan voor een gemeenschapsminister. Ieder gemeenteraadslid moet ook burgemeester kunnen worden. Het zijn de raadsleden zelf die moeten oordelen over de degelijkheid van de kandidaat.

Een lid stelt de vraag welke procedure dient gevolgd te worden indien tijdens de legislatuur het ambt van burgemeester vacant wordt.

De heer Breyne stelt een amendement voor (Stuk n° 23/2-IV) luidens hetwelk de Koning gehouden is door de voordracht van een kandidaat door de raad. De Koning heeft dus alleen een vrije keuze indien de raad niemand heeft voorgedragen. Hier stelt zich trouwens de fundamentele vraag of men de bevoegdheid van de Koning niet zou beperken indien deze geen keuze kan doen buiten de raad.

Op de vraag of de Koning door de voordracht gebonden is, wijst de Minister er op dat de burgemeester tevens de vertegenwoordiger is van het centraal gezag in de gemeente. In die hoedanigheid is hij meer dan een gemeenschapsminister, een gewestminister of een bestendig afgevaardigde. Hij is veeleer een soort gouverneur. Precies daarom moet de Koning een vrije keuze kunnen maken, zelfs indien de voordracht volgens een bepaalde wettelijke procedure moet verlopen. Het feit dat de uiteindelijke bevoegdheid inzake benoeming bij de Koning berust, zal alle mogelijke misbruiken uitsluiten.

Een lid wijst er op dat de tekst zou moeten preciseren dat de Koning de burgemeester moet benoemen vóór de installatie van de nieuwe gemeenteraad. Gebeurt dit niet, dan kunnen moeilijkheden ontstaan. Men kan immers schepenen verkiezen van een bepaalde meerderheid doch men kent de burgemeester nog niet. Een zekere soepelheid op dit vlak is gevaarlijk, want men gebruikt te pas en te onpas de mogelijkheid van « benoeming buiten de raad » om druk uit te oefenen op de onderhandelaars, aangezien de Minister van Binnenlandse Zaken iemand uit een bepaalde partij tot burgemeester zou kunnen benoemen. Dit kan wegen op de vorming van bepaalde coalities.

Bepaalde leden zijn het erover eens dat de burgemeester moet worden benoemd vóór de installatie van de gemeenteraad, doch wijzen er op dat in de praktijk zulks niet zo eenvoudig is. Er gebeuren meer dan 500 voordrachten zonder te gewagen van de voordrachten door minderheden. Voor al de voorgedragen kandidaten moet een ernstig onderzoek naar de eerbaarheid gebeuren door de Minister van Justitie. Deze procedure kan lang duren. Het kan dan ook betwijfeld worden of het aangewezen is terzake een bepaling in de gemeentewet in te schrijven.

B. Point de vue du Ministre

Le Ministre de l'Intérieur expose alors le point de vue du Gouvernement à l'égard de la proposition et des amendements. Il aborde tout d'abord la proposition de M. Coppieters en ce qu'elle modifie la procédure de nomination du bourgmestre :

1^o le principe de la nomination du bourgmestre par le Roi doit être maintenu. Le Gouvernement marque néanmoins son accord sur le principe de la présentation d'une candidature;

2^o il convient toutefois de formuler certaines observations de caractère formel.

Tel qu'il est conçu, le système fait de la présentation du candidat bourgmestre une opération qui, chronologiquement s'entend, se situe entre la validation des élections et la séance d'installation. Dès lors, la présentation est le résultat de pourparlers politiques entre des candidats élus; elle n'est strictement pas le fait de conseillers puisque par hypothèse la séance d'installation et donc la prestation de serment n'ont pas encore eu lieu.

La présentation, d'officiouse qu'elle est actuellement, devient désormais officielle et est institutionnalisée au terme d'une procédure bien définie par la proposition de loi. Toutefois le système envisagé ne laisse pas de possibilité au Roi de nommer un autre candidat élu s'il a des motifs sérieux de ne pas nommer le candidat présenté. Or des développements, il résulte que l'on crée en fait pour le Roi une compétence liée, ce qui ne peut être accepté.

Qu'en est-il en cas d'élection sans lutte ? Dans ce cas on n'a pas de « conseillers élus sur une même liste », tout au plus a-t-on des candidats « présentés » sur une ou plusieurs listes et qui viennent à être proclamés élus conformément à l'article 28 de la loi électorale communale.

Et en cas de listes irrégulières qui auraient malgré tout été acceptées par le gouverneur de province ? Tel serait le cas de signature contestée, l'auteur excitant du fait que son consentement aurait été surpris.

Le dernier alinéa est rédigé et placé dans le texte du § 1 de telle façon qu'il peut recevoir trois interprétations :

1^o il s'agirait d'une seconde règle semblable à la première en ce sens qu'en toute hypothèse et indépendamment de la présentation qui serait faite, le Roi pourrait nommer le bourgmestre hors conseil;

2^o cette possibilité ne pourrait trouver à s'appliquer que dans le cas où il n'y aurait pas de présentation respectant les règles tracées par les alinéas qui précédent;

3^o cette possibilité pourrait être utilisée même si un candidat est présenté mais qu'il n'agrée pas le choix royal.

Les développements semblent indiquer que cette dernière interprétation est la bonne mais ils indiquent en même temps que cette hypothèse est toute théorique.

En tout cas dans la 2^o et la 3^o possibilité envisagées ci-avant il reste que l'on ne comprend pas pourquoi le conseil communal est ipso facto disqualifié et pourquoi le Roi ne pourrait pas nommer un autre membre du Conseil communal.

Une fois de plus, le Roi est lié puisqu'il doit dans ce cas nommer en dehors du Conseil.

B. Standpunt van de Minister

De Minister van Binnenlandse Zaken zet vervolgens het standpunt van de Regering uiteen ten aanzien van het wetsvoorstel en van de voorgestelde amendementen. Hij behandelt in de eerste plaats het voorstel van de heer Coppieters voor zover het de procedure tot benoeming van de burgemeester wijzigt :

1^o het principe dat de Koning de burgemeester benoemt, dient te worden behouden. Nochtans is de Regering akkoord met het beginsel van de voordracht van een kandidatuur;

2^o niettemin moeten enkele opmerkingen van formele aard gemaakt worden.

Zoals het is opgevat maakt het systeem de voordracht van de kandidaat-burgemeester tot een verrichting die chronologisch te situeren valt tussen de geldigverklaring van de verkiezingen en de installatievergadering. De voordracht is derhalve het resultaat van politieke besprekingen tussen verkozen kandidaten; strikt genomen is ze geen daad van de raadsleden, aangezien volgens dat systeem de installatievergadering en dus de eedaflegging nog niet hebben plaatsgehad.

De huidige officieuze voordracht wordt voortaan officieel en is dus geïnstitutionaliseerd dank zij een in het voorstel duidelijk omschreven procedure. Nochtans laat het voorgestelde systeem voor de Koning geen mogelijkheid open om een andere verkozen kandidaat te benoemen wanneer Hij ernstige redenen heeft om de voorgedragen kandidaat niet te benoemen. Uit de toelichting blijkt dat de bevoegdheid van de Koning in feite aan banden gelegd is, wat onaanvaardbaar is.

Quid in geval van verkiezing zonder strijd ? In dat geval zijn er geen « op dezelfde lijst verkozen raadsleden », maar ten hoogste kandidaten « voorgedragen » op één of meer lijsten en die gekozen zijn verklaard overeenkomstig artikel 28 van de gemeentekieswet.

Wat gebeurt er met onregelmatige lijsten die desondanks door de provinciegouverneur zouden zijn aanvaard ? Zulks zou het geval zijn wanneer een handtekening wordt betwist en de auteur aanvoert dat hij zijn instemming slechts heeft verleend omdat hij verschalkt werd.

Het laatste lid is zodanig opgesteld en in de tekst van § 1 opgenomen dat het voor drie interpretations vatbaar is :

1^o het zou gaan om een tweede regel die op de eerste gelijkt in die zin dat de Koning, in elk geval en ongeacht de gedane voordracht, de burgemeester buiten de raad zou kunnen benoemen;

2^o die mogelijkheid zou alleen bestaan wanneer er geen voordracht is geschied overeenkomstig de in de vorige ledien opgelegde regels;

3^o die mogelijkheid zou kunnen worden aangewend ook als een kandidaat is voorgedragen, die echter door de Koning niet wordt aanvaard.

De toelichting schijnt erop te wijzen dat de laatste interpretatie de iniële is, maar zii toont tevens aan dat die hypothese volkomen theoretisch is.

Met betrekking tot de tweede en de derde hypothese is het in elk geval onbegrijpelijk waarom de gemeenteraad ipso facto buiten spel wordt gezet en waarom de Koning geen ander lid van de gemeenteraad zou kunnen benoemen.

Andermaal blijkt dat de Koning « gebonden » is, aangezien hij in dat geval verplicht is een persoon buiten de gemeenteraad tot burgemeester te benoemen.

Le Ministre aborde ensuite les divers amendements. A propos de l'amendement de M. De Beul (Doc. n° 23/2-V) visant à supprimer la possibilité pour le Roi de nommer un bourgmestre hors du conseil, le Ministre rappelle que la ratio legis de la possibilité de nommer le bourgmestre en dehors du conseil communal résidait, à l'époque, dans la difficulté éventuelle de trouver un candidat suffisamment instruit au sein du conseil des petites communes rurales. L'enseignement primaire n'était en effet pas obligatoire à l'époque.

Il ne voit pas d'inconvénient majeur à la suppression de cette disposition puisqu'aussi bien la ratio legis a désormais disparu. Du reste, les cas dans lesquels usage est encore fait de cette disposition sont rarissimes (1) et ils ne sont provoqués que par des impasses d'ordre politique. Toutefois, comme il advient souvent, on pourrait regretter un jour, en présence d'un cas insoluble, cette disposition qui a sans doute un effet moral (inciter les conseillers à s'entendre) plus réel qu'on ne l'imagine. L'espèce de menace que représente la possibilité de recourir à pareille nomination constitue, en dernière analyse, et peut-être assez paradoxalement, une garantie de l'autonomie communale.

De plus, la loi comme la proposition en examen, ont prévu un correctif à l'arbitraire et à la partialité en exigeant l'avis conforme de la députation permanente du conseil provincial.

L'avis conforme, tout en laissant à l'autorité qui le reçoit la liberté d'agir ou de ne pas agir doit cependant être suivi par elle dès l'instant où elle se décide à agir. L'exigence de l'avis conforme équivaut à celle d'une véritable autorisation car il est évident que le refus de délivrer pareil avis a la même portée que le refus d'une autorisation nécessaire (2).

Si, selon l'auteur de l'amendement, la nomination du bourgmestre en dehors du conseil peut placer la commune dans l'impossibilité d'être administrée en raison du défaut de majorité adéquate, force est de constater que, dans le système conçu par l'auteur de la proposition de loi, ce risque est accru dans la mesure où, institutionnalisé comme il l'est, le mécanisme de la présentation de candidats aux fonctions de bourgmestre augmente le danger de se trouver dans des cas où aucun candidat ne peut être présenté faute de voir une majorité se dégager de la manière conçue par le premier alinéa de l'article unique.

Dès lors, l'argument de l'auteur de l'amendement peut être repris pour justifier précisément le maintien de la nomination en dehors du conseil comme correctif au système conçu par les auteurs de la proposition de loi qui risque de multiplier les impasses.

Par ailleurs, voulant supprimer la possibilité pour le Roi de nommer hors conseil, M. De Beul introduit un amendement prévoyant un système de désignation du bourgmestre au cas où aucun acte de présentation ne serait déposé (Doc. n° 23/2-V).

De Minister heeft het vervolgens over de diverse amendementen. Met betrekking tot het amendement van de heer De Beul (Stuk n° 23/2-V), dat ertoe strekt aan de Koning de mogelijkheid te ontnemen om een persoon buiten de raad tot burgemeester te benoemen, herinnert de Minister eraan dat de ratio legis van de mogelijkheid om de burgemeester buiten de gemeenteraad te benoemen indertijd gelegen was in de eventuele moeilijkheid om in de raad van kleine plattelandsgemeenten een kandidaat te vinden, die voldoende ontwikkeld was. Toen was het lager onderwijs immers niet verplicht.

De Minister heeft geen groot bezwaar tegen de opheffing van die bepaling, aangezien de ratio legis is verdwenen. De gevallen waarin van die bepaling nog gebruik wordt gemaakt, zijn overigens zeer zeldzaam (1) en zij worden slechts door politieke patsituaties veroorzaakt. Zoals het echter vaak gebeurt, zou men op zekere dag, wanneer men voor een onoplosbaar geval staat, het verdwijnen van die bepaling kunnen betreuren, want ze heeft ongetwijfeld een moreel effect (de raadsleden ertoe aanzetten met elkaar overeen te komen), dat reëller is dan men wel denkt. De mogelijkheid om over te gaan tot een dergelijke benoeming is als het ware een bedreiging, die in laatste instantie en wellicht vrij paradoxaal een waarborg vormt voor de gemeentelijke autonomie.

De wet en het onderhavige wetsvoorstel hebben daarenboven een correctief op de willekeur en de partijdigheid aangebracht door een eensluidend advies van de bestendige deputatie van de provincieraad als voorwaarde te stellen.

Het eensluidend advies, ofschoon het aan de overheid die het ontvangt, de vrijheid laat om al dan niet te handelen, moet door haar nochtans worden opgevolgd wanneer zij beslist op te treden. Een eensluidend advies staat gelijk met een werkelijke machting, want het is duidelijk dat de weigering om een dergelijk advies uit te brengen dezelfde strekking heeft als de weigering om een noodzakelijke machting te verlenen (2).

Hoewel, volgens de indiener van het amendement, de benoeming van een burgemeester buiten de raad de gemeente in de onmogelijkheid kan plaatsen bestuurd te worden wegens het ontbreken van een passende meerderheid, moet men toch constateren dat het door de indiener van het wetsvoorstel uitgedachte systeem dat risico vergroot, voor zover het geïnstitutionaliseerde mechanisme van de voordracht van kandidaten voor het ambt van burgemeester het gevaar doet toenemen dat geen enkele kandidaat kan worden voorgedragen omdat geen meerderheid tot stand kan worden gebracht op de wijze als bepaald in het eerste lid van het enige artikel.

Derhalve kan het argument van de indiener van het amendement worden overgenomen juist om het behoud van de mogelijkheid van benoeming buiten de raad te verantwoorden als correctief op het door de auteurs van het wetsvoorstel uitgedachte systeem, dat tot een toeneming van de patsituaties zou kunnen leiden.

Om aan de Koning de mogelijkheid te ontnemen om de burgemeester buiten de raad te benoemen, heeft de heer De Beul voorts een amendement voorgesteld, dat voorziet in de wijze van benoeming van de burgemeester voor het geval geen voordrachtake werd ingediend (Stuk n° 23/2-V).

(1) Commune de Evergem, arrêté royal du 25 février 1981.

(2) Cet avis ne porte pas en l'occurrence sur le choix de la personne mais bien sur l'opportunité d'une nomination en dehors du conseil communal (cf. déclaration de M. Ch. Rogier, Ministre de l'Intérieur, lors de la séance du Sénat du 29 février 1848).

(1) Gemeente Evergem, koninklijk besluit van 25 februari 1981.

(2) Dat advies slaat in dit geval niet op de keuze van de persoon, wel op de wenselijkheid van een benoeming buiten de gemeenteraad (cfr. de verklaring van de heer Ch. Rogier, Minister van Binnenlandse Zaken, tijdens de vergadering van de Senaat van 29 februari 1848).

Le Ministre relève que cet amendement est la suite logique du précédent. En effet, le système ici conçu est présenté pour se substituer à la nomination en dehors du conseil, que l'auteur de l'amendement veut supprimer. Une telle présentation équivaut à une élection du bourgmestre au second degré. L'acte du Roi n'a plus guère de portée ni en fait ni en droit, car, en réalité, il se borne à ratifier la quasi-élection du candidat par le conseil communal.

Ce système est très contraignant pour le Roi qui peut avoir des raisons très sérieuses et pertinentes de ne pas « nommer » le candidat ainsi présenté (exemple : bourgmestre récemment révoqué qui serait « réélu » par le conseil de la sorte).

Ce système ne comporte-t-il pas le risque de voir apparaître ce que l'on pourrait appeler les « transfuges par omission », en ce sens qu'au lieu d'appuyer telle candidature, le ou les candidats transfuges s'abstiendraient de donner tout appui — ce qui leur reste permis — dans le but de voir se réaliser — au profit d'un des leurs — l'hypothèse envisagée par ce deuxième amendement ?

Le scrutin public n'est pas de règle en cas de question de personne. Dans ce domaine, un principe qui gît à la base de tout système démocratique veut que le scrutin soit secret pour garantir l'indépendance de ceux dont le suffrage est sollicité.

L'alternative n'en est pas une. En effet, ce qui est impossible pour la présentation réglée de la manière définie à l'alinéa 1^{er} du § 1 l'est, a fortiori, pour le procédé de présentation en séance publique du conseil, car si une majorité n'a pu se dégager pour présenter un candidat en dehors de toute réunion du conseil et dans la discréction des pourparlers, elle ne se trouvera certainement pas en séance publique du conseil, sauf à bénéficier alors de l'appui de transfuges qui amèneraient à constituer une « majorité de rechange », si bien que le remède ici proposé crée le mal dont on entend précisément poursuivre l'éradication.

Le Ministre poursuit ses observations et aborde l'amendement déposé par MM. Breyne, Cardoen et Vankeirsbilck visant à lier le Roi par le choix de la majorité des élus (Doc. n° 23/2-IV).

Il estime qu'en aucun cas le Roi ne peut être lié par la présentation, ne serait-ce que parce qu'il faut permettre au Roi d'écartier un candidat pour des raisons qui tiennent à l'ordre public et à l'intérêt général (exemple : condamnation — révocation antérieure). Dans ce système, l'autorité qui nomme n'a plus le pouvoir de s'entourer des garanties nécessaires. Quelle portée a encore l'acte du Roi ? Quelle responsabilité politique a encore le Ministre qui serait en quelque sorte obligé de contresigner un tel arrêté royal ? Ici aussi, la portée de l'amendement est telle que la nomination devient une quasi-élection au second degré. En liant de la sorte le Roi, le système ne tarderait pas à créer la contradiction entre la loi communale et la loi du 10 mars 1980 relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des anciennes C. A. P. ou des conseils des C. P. A. S. En effet, alors que la loi du 10 mars 1980 donne un large pouvoir d'appréciation au Roi, c'est-à-dire une compétence discrétionnaire, pour accorder ou non l'honorariat aux bourgmestres qui sortent de charge, en revanche, l'amendement créerait une compétence liée quant à la nomination. Ainsi, ce qui pourrait s'opposer à l'octroi du titre honorifique n'aurait pu s'opposer à la nomination, puisque par hypothèse le Roi est lié par la présentation. Il y a donc en germe et en

Volgens de Minister vloeit dit amendement logisch voort uit het eerste amendement. Het voorgestelde systeem komt immers in de plaats van de benoeming buiten de raad, die de indiener van het amendement wil afschaffen. Een dergelijke voordracht staat gelijk met een getrapte verkiezing van de burgemeester. Het optreden van de Koning heeft geen betekenis meer noch in feite, noch in rechte, want zij komt neer op een bekragting van de feitelijke verkiezing van de kandidaat door de gemeenteraad.

Dit systeem heeft een zeer dwingend karakter ten aanzien van de Koning, hoewel deze ernstige en relevante redenen kan hebben om de aldus voorgedragen kandidaat niet te « benoemen » (voorbeeld : wanneer het gaat om een onlangs afgezette burgemeester, die aldus door de raad « herverkozen » zou worden).

Houdt dit systeem niet het gevaar in dat men zg. « overlopers door verzuim » zal zien opduiken ? Dit wil zeggen dat de kandidaat-overlopers, in plaats van een bepaalde kandidatuur te steunen, zich van elke steun zouden onthouden — wat hun toegestaan blijft — om de door dit tweede amendement geconcretiseerde hypothese ten gunste van een van hen werkelijkheid te zien worden ?

De openbare stemming is geen regel wanneer het om personen gaat. Op dat gebied geldt een beginsel, dat aan elk democratisch systeem ten grondslag ligt en volgens hetwelk de stemming geheim is om de onafhankelijkheid te waarborgen van degenen aan wie gevraagd wordt hun stem uit te brengen.

Er is in feite geen alternatief. Wat immers onmogelijk is ten aanzien van de voordracht die geregeld is als bepaald in het eerste lid van § 1, is a fortiori onmogelijk voor de voordrachtsprocedure in openbare raadsvergadering. Indien geen meerderheid tot stand kon komen om een kandidaat voor te dragen buiten de vergadering van de raad en tijdens discrete besprekingen, zal er zeker geen meerderheid zijn in de openbare raadsvergadering, behalve indien de betrokkenen kunnen rekenen op de steun van overlopers die een « alternatieve meerderheid » zouden helpen vormen, zodat het hier voorgestelde middel het kwaad zou stichten dat men juist wil uitroeien.

De Minister ontwikkelt vervolgens zijn zienswijze in verband met het door de heren Breyne, Cardoen en Vankeirsbilck voorgestelde amendement (Stuk n° 23/2-IV), dat tot gevolg zou hebben dat de Koning gebonden is door de keuze van de meerderheid van de verkozenen.

Hij is van mening dat de Koning in geen geval mag gebonden zijn door de voordracht als was het maar omdat men hem de gelegenheid moet geven een kandidaat af te wijzen om redenen die verband houden met de openbare orde en het algemeen belang (voorbeeld : in geval van veroordeling of vroegere afzetting). Het amendement laat de benoemende overheid niet meer de mogelijkheid om zich met de nodige waarborgen te omringen. Welke betekenis heeft het optreden van de Koning nog ? Welke politieke verantwoordelijkheid draagt de Minister nog, die als het ware verplicht zou zijn een dergelijk koninklijk besluit mede te ondertekenen ? Hier ook komt het amendement erop neer dat de benoeming vrijwel een getrapte verkiezing wordt. Wordt de Koning op die wijze gebonden, dan zal er al gauw een contradictie rijzen tussen de gemeentewet en de wet van 10 maart 1980 betreffende de toekenning van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, de schepenen en de 'oorzitters van de vroegere C. O. O.'s of van de raden van de O. C. M. W.'s. De wet van 10 maart 1980 geeft aan de Koning immers een grote appréciatiebevoegdheid, d.w.z. een discrétionaire bevoegdheid om de eretitel al dan niet te verlenen aan de uitstervende burgemeesters. Door het amendement daarentegen zou de benoemingsbevoegdheid aan banden worden gelegd. Waar de Koning zich zou kunnen

puissance une incohérence entre les deux systèmes législatifs qui ont trait à la même fonction.

De plus, le divorce est encore plus flagrant si l'on rapproche l'article en examen de l'article 56 de la loi communale. On en arriverait à cette situation que le Roi ne pourrait refuser le candidat présenté en invoquant un motif qui cependant l'autoriserait à suspendre ou à révoquer le bourgmestre, surtout quand le Roi est amené à apprécier l'attitude du bourgmestre comme agent déconcentré du pouvoir central.

La rédaction de l'amendement crée la confusion.

D'une part, le système de la proposition de M. Coppelters contient deux hypothèses :

- a) nomination dans le Conseil sur présentation;
- b) nomination hors du Conseil.

D'autre part, le système de l'amendement dérange le système conçu par les auteurs de la proposition, parmi lesquels se trouve un des auteurs de l'amendement. On constate, à s'en tenir à la lettre, qu'il y a désormais trois hypothèses :

- a) nomination par le Roi dans le Conseil sans présentation;
- b) présentation avec compétence liée du Roi;
- c) nomination hors Conseil.

Les auteurs reconnaissent le bien-fondé de ces observations et retirent dès lors leur amendement.

Quant à l'amendement de M. Temmerman (Doc. n° 23/2-III) visant à faire couvrir le délai de 14 jours à partir de la notification par le bourgmestre aux conseillers élus de la validation des élections communales, le Ministre estime que, ainsi que cela a été signalé à propos du cinquième amendement présenté par M. De Beul, c'est à l'autorité qui valide qu'appartient le droit de notifier sa décision; le bourgmestre n'est en l'occurrence pas compétent.

Strictement, il ne s'agit pas de « conseillers élus » mais de « candidats élus », puisqu'ils n'ont pas encore prêté le serment politique requis par la loi du 1^{er} juillet 1860. C'est précisément la validation qui leur ouvre définitivement le droit de prêter ce serment; jusqu'alors, l'installation ne peut avoir lieu.

Strictement, ce ne sont pas des listes mais des actes de présentation, puisque pour le bourgmestre il n'y a qu'un candidat.

Pour ce qui concerne la validation, le Ministre estime qu'il importe dès lors de fixer les idées en commençant par faire la distinction essentielle entre la validation formelle et la validation tacite.

En effet, pour les élections communales la mission vérificatrice a été confiée par la loi en premier ressort à la députation permanente du Conseil provincial et en degré d'appel au Conseil d'Etat.

Toutefois, cette mission de vérification n'est appelée à s'exercer qu'au cas où, durant les délais légaux, des réclamations ont été introduites contre les élections. Dans le cas contraire, les élections sont considérées comme valables.

verzetten tegen de toekenning van de eretitel, ...ou hij zich niet kunnen verzetten tegen de benoeming, aangezien Hij, bij veronderstelling, gebonden is door de voordracht. Er is dus fundamenteel en potentieel een gebrek aan samenhang tussen de beide wettelijke systemen, die op hetzelfde ambt betrekking hebben.

Bovendien is de tegenstelling nog flagranter als men het hier behandelde artikel vergelijkt met artikel 56 van de gemeentewet. Men zou er kunnen toe komen dat de Koning de voorgedragen kandidaat niet mag weigeren, zelfs wanneer hij zich beroeft op een reden die hem nochtans zou machtingen de burgemeester te schorsen of af te zetten, vooral als de Koning het gedrag van de burgemeester als gedeconcentreerde mandataris van het centraal bestuur moet beoordelen.

De redactie van het amendement schept verwarring.

Enerzijds voorziet het systeem dat neergelegd is in het voorstel van de heer Coppelters in twee hypothesen :

- a) benoeming uit de leden van de raad en wel op voordracht;
- b) benoeming buiten de raad.

Anderzijds verstoort het systeem dat vastgelegd is in het amendement het systeem uitgedacht door de indieners van het voorstel, onder wie zich een van de auteurs van het amendement bevindt. Men constateert, als men zich aan de letter houdt, dat er voortaan drie hypothesen zijn :

- a) benoeming door de Koning uit de leden van de raad, zonder voordracht;
- b) voordracht met dien verstande dat de bevoegdheid van de Koning aan banden gelegd is;
- c) benoeming buiten de raad.

De auteurs zijn het met die opmerkingen eens en trekken derhalve hun amendement in.

Met betrekking tot het amendement van de heer Temmerman (Stuk n° 23/2-III), dat ertoe strekt de termijn van 14 dagen te doen ingaan vanaf het ogenblik waarop de burgemeester de verkozen raadsleden in kennis heeft gesteld van de goedkeuring van de gemeenteraadsverkiezingen, merkt de Minister op dat, zoals reeds is gezegd in verband met het vijfde amendement voorgesteld door de heer De Beul, het aan de overheid die de verkiezing geldig verklaart, toekomt haar beslissing te betekenen. De burgemeester is daartoe niet bevoegd.

Strikt genomen gaat het niet om « verkozen raadsleden » maar om « verkozen kandidaten », vermits zij de bij de wet van 1 juli 1860 voorgeschreven politieke eed nog niet hebben aangelegd. Het is juist de geldigverklaring die hen definitief het recht verleent die eed af te leggen; de installatie mag niet eerder geschieden.

Strikt genomen zijn het geen voordrachtlijsten maar voordrachtaakten, aangezien er voor het ambt van burgemeester slechts één kandidaat is.

Met betrekking tot de geldigverklaring meent de Minister dat er duidelijkheid moet worden geschapen, in de eerste plaats omrent het essentiële onderscheid tussen formele en stilzwijgende geldigverklaring.

Voor de gemeenteraadsverkiezingen heeft de wet de controle in eerste instantie opgedragen aan de bestendige deputation van de provincieraad en, in geval van beroep, aan de Raad van State.

Die controle wordt echter alleen uitgeoefend als binnen de wettelijke termijnen bezwaar tegen de verkiezingen is ingediend. Zoniet worden de verkiezingen geacht geldig te zijn.

Il faut noter que, tant en cas de réclamation que sans, la députation permanente vérifie l'exactitude de la répartition des sièges entre les listes et l'ordre dans lequel les conseillers effectifs et les conseillers suppléants ont été déclarés élus. Le cas échéant, elle modifie d'office la répartition des sièges et l'ordre des élus. La députation permanente vérifie également l'éligibilité des élus.

Le siège de la matière est constitué par les articles 74 à 77 de la loi électorale communale. Les articles 75 et 76 étant en l'occurrence en liaison la plus directe avec la matière en examen.

On constate à la simple lecture que ces dispositions règlent la notification de la validation soit formelle soit tacite et que l'amendement proposé dérange l'économie de la loi électorale communale en ce sens qu'il fait intervenir le bourgmestre dans la procédure de notification en lui donnant de surcroît le droit de notifier et que la notification faite aux conseillers se fait désormais par envoi recommandé à la poste, alors qu'actuellement cela constitue justement la seule exception en ce domaine.

A ce propos, le Ministre croit devoir signaler que dans une question écrite n° 35 du 8 décembre 1980, le député Cardoen a interrogé le Premier Ministre sur la possibilité d'une enquête en vue de réduire l'utilisation des envois recommandés (cf. *Bulletin Questions et Réponses Chambre* n° 11 p. 880).

Si l'amendement était retenu, il conviendrait, afin de respecter les principes de légistique, de modifier sur ce point non la loi communale mais la loi électorale communale en ses articles précités ainsi que l'article 104 de la loi provinciale.

Toujours dans l'hypothèse où l'amendement serait adopté, il faudrait faire courir le délai le lendemain du jour de l'envoi. En effet, dans la computation des délais, le *dies a quo* n'est jamais compté. De plus, il est de jurisprudence — notamment au Conseil d'Etat — que tout pli recommandé est présumé être délivré dans les 24 heures de son dépôt.

Qu'en est-il si le cachet de la poste porte la date d'un vendredi, veille de la Pentecôte ou de Pâques ?

Ou si par suite d'une fausse manœuvre à la poste, la date est erronée ? Jusqu'à quel point cette opération matérielle fait-elle preuve ?

On ne doit tenir compte que de la validation définitive et formelle puisqu'aussi bien un délai de huit jours est prévu par la loi pour introduire un recours au Conseil d'Etat contre la décision de la députation permanente.

Si, désormais, c'est le bourgmestre qui notifie, il devra y être attentif.

Quand il y a « validation tacite », le mot « validation » est impropre. Il s'agit de la validité qui résulte de l'absence de réclamation.

M. De Loor présente un amendement prévoyant qu'en cas de ballottage, c'est le candidat ayant la plus grande ancienneté en qualité de conseiller communal qui l'emporte (Doc. n° 23/2-II). Le Ministre fait remarquer que l'expression « la plus grande ancienneté » manque de précision.

Qu'en est-il d'un conseiller qui n'est pas réélu à un scrutin mais qui vient à être réélu ultérieurement.

Ou du conseiller suppléant qui vient à être installé comme effectif, notamment dans l'hypothèse où il était antérieurement conseiller effectif.

Ou encore en cas d'ancienneté égale ? Faut-il départager les intéressés d'après le nombre de voix obtenues ? Si l'on répond affirmativement à cette question, comme en cas d'élection sans lutte ? Et le cas des conseillers élus après scrutin mais sur une liste qui a obtenu autant de sièges qu'elle

Aan te stippen valt dat de bestendige deputatie alleszins de juistheid nagaat van de zetelverdeling tussen de lijsten, alsmede de volgorde waarin de raadsleden en de opvolgers verkozen werden verklaard. In voorkomend geval wijzigt zij ambtshalve de zetelverdeling en de volgorde van de gekozenen. De bestendige deputatie onderzoekt eveneens de verkiebaarheid van de gekozenen.

Een en ander wordt geregeld bij de artikelen 74 tot 77 van de gemeentekieswet. De artikelen 75 en 76 houden het nauwst verband met het hier bedoelde punt.

Uit een loutere lezing van die bepalingen blijkt dat zij de kennisgeving van de formele en de stilzwijgende geldigverklaring regelen en dat het voorgestelde amendement de opzet van de gemeentekieswet verstoort, in die zin dat het de burgemeester betreft bij de kennisgevingsprocedure, dat het hem bovendien het kennisgevingsrecht verleent en dat de kennisgeving aan de raadsleden voortaan bij een ter post aangetekende zending geschiedt, daar waar zulks thans juist de enige uitzondering op dat gebied is.

In dat verband meent de Minister er te moeten op wijzen dat, in de schriftelijke vraag n° 35 van 8 december 1980, volksvertegenwoordiger Cardoen de Eerste Minister heeft verzocht de mogelijkheid te onderzoeken om het aantal aangetekende zendingen te verminderen. (cf. *Bulletin Vragen en Antwoorden Kamer* n° 11, blz. 880).

Mocht het amendement worden aangenomen, dan zouden ter eerbiediging van de beginselen inzake legistiek niet de gemeentewet, maar wel de bovenvermelde artikelen van de gemeentekieswet, alsmede artikel 104 van de provinciewet, moeten worden gewijzigd.

Steeds in de veronderstelling dat het amendement mocht worden aangenomen, zou de termijn moeten ingaan op de dag na de datum van de zending. Het is immers zo dat bij de berekening van de termijnen, de *dies a quo* nooit wordt meegerekend. Voorts geldt als rechtspraak — met name bij de Raad van State — dat elke aangetekende brief wordt geacht te zijn besteld binnen 24 uren na de afgifte.

Wat gebeurt er als de poststempel de datum draagt van een vrijdag die voor Pinksteren of Pasen valt ?

Wat gebeurt er als ingevolge een verkeerd manœuvre bij de post die datum verkeerd is ? In hoever geldt die materiële verrichting als bewijs ?

Er moet slechts rekening gehouden worden met de definitieve en formele geldigverklaring, aangezien de wet in een termijn van acht dagen voorziet om bij de Raad van State beroep in te stellen tegen de beslissing van de bestendige deputatie.

Als het voortaan de burgemeester is die kennis geeft van de beslissing, zal hij daarop moeten letten.

Bij « stilzwijgende geldigverklaring » past het woord « geldigverklaring » niet; het betreft hier immers de geldigheid ingevolge ontstentenis van bezwaar.

De heer De Loor heeft een amendement voorgesteld (Stuk n° 23/2-II) om te bepalen dat bij herstemming de oudste kandidaat in dienstjaren gekozen is als gemeenteraadslid. De Minister merkt op dat de uitdrukking « oudste in dienstjaren » niet zeer duidelijk is.

Wat is het lot van het raadslid dat niet herkozen is bij een verkiezing, maar achteraf opnieuw gekozen wordt ?

En van de opvolger die als raadslid wordt geïnstalleerd, in de hypothese dat hij vroeger reeds raadslid is geweest ?

Wat gebeurt er in geval van gelijke ancienniteit ? Moet voor de betrokkenen rekening worden gehouden met het aantal stemmen dat zij hebben behaald ? Zo ja, wat gebeurt er dan in geval van verkiezing zonder strijd ? En als de raadsleden gekozen werden bij stemming maar op een lijst

avait de candidats ? Dans cette hypothèse, en effet, il n'y a pas attribution de votes de listes aux candidats qui sont proclamés élus.

A propos de l'amendement de M. A. Claes (Doc. n° 23/2-I) remplaçant le mot « conseil » par le mot « conseiller » et, au deuxième alinéa du 2^e, les mots « dès que ceux-ci sont installés au conseil communal » par « dès que ceux-ci ont prêté serment », le Ministre fait remarquer que l'amendement qui tend à substituer le mot « conseillers » au mot « conseil » perd de vue que tout vote est le fait du conseil considéré comme corps administratif, et n'est pas simplement l'addition des suffrages émis par les différents conseillers pris *ut singuli*; ceux-ci ne peuvent en effet s'exprimer qu'en conseil envisagé *in toto*. C'est ainsi que l'on ne pourrait admettre par exemple que, lors d'un scrutin secret, les conseillers expriment isolément leur suffrage dans un local distinct de la salle du conseil communal; ils cesseront alors d'être en conseil.

En ce qui concerne la seconde modification, le Ministre estime qu'étant donné que l'installation des conseillers communaux consiste en la prestation de serment politique prescrit par la loi du 1^{er} juillet 1860, on n'aperçoit pas la portée de l'amendement qui consiste à remplacer une expression par une autre, équivalente.

A l'amendement présenté par M. Denys (Doc. n° 23/3) prévoyant la possibilité de nommer un bourgmestre hors du conseil, sur avis conforme et motivé de la députation permanente, il répond qu'il n'y a pas de justification donnée à l'appui de cet amendement.

En ce qui concerne l'avis conforme et motivé, la nature juridique de l'avis conforme, qui s'analyse comme une véritable autorisation, indique que pareil avis est motivé.

Quel motif les auteurs de cet amendement entendent-ils voir donner ? Un motif fondé sur l'intérêt général qui commande qu'un bourgmestre soit nommé, peut-il suffire ?

Quant à l'opportunité d'une telle nomination, il est déjà de règle que l'avis conforme ne peut porter que sur ce point et non sur le choix d'un candidat (cf. déclaration de M. Ch. Rogier, Ministre de l'Intérieur, en séance du Sénat du 29 février 1848).

M. Desutter présente un amendement (Doc. n° 23/4) visant à remplacer, au deuxième alinéa du 1^e, le mot « conseillers » par les mots « candidats élus ».

Le Ministre estime que la justification rencontre son observation. Il est exact que, juridiquement, on ne peut parler d'une présentation par des conseillers aussi longtemps que les intéressés ne sont pas installés.

L'amendement peut donc être retenu, sur ce point du moins.

Il remplace également les mots « Après renouvellement du conseil » par les mots « après chaque élection ». A ce sujet, le Ministre fait remarquer que l'expression « après chaque élection » n'est pas synonyme de « renouvellement du conseil » car il peut y avoir des élections communales partielles. Il est clair que, dans ce cas, il n'y a pas lieu de nommer un nouveau bourgmestre. L'expression renouvellement du conseil est meilleure, car elle correspond bien à la situation envisagée.

die evenveel zetels heeft verkregen als zij kandidaten telde ? In dat geval worden immers geen lijststemmen toegekend aan de kandidaten, die gekozen worden verklaard.

Met betrekking tot het amendement van de heer A. Claes (Stuk n° 23/2-I) waarbij het woord « raad » vervangen wordt door het woord « gemeenteraadsleden » en waarbij, in het tweede lid van het 2^e, de woorden « vanaf hun aanstelling in de gemeenteraad » vervangen worden door de woorden « vanaf hun eedaflegging », merkt de Minister op dat het amendement dat ertoe strekt het woord « gemeenteraadsleden » in de plaats te stellen van het woord « raad », geen rekening houdt met het feit dat elke stemming geschiedt door de raad als administratief lichaam en niet eenvoudig de optelling is van de stemmen uitgebracht door de verschillende raadsleden beschouwd als enkelingen; dezen kunnen zich immers slechts uitdrukken in de raad in zijn geheel. Zo zou men bij voorbeeld niet kunnen aanvaarden dat bij een geheime stemming de raadsleden afzonderlijk hun stem uitbrengen in een ander lokaal dan de raadszaal; zij zouden dan ophouden in raad vergaderd te zijn.

In verband met de tweede wijziging die wordt voorgesteld, verklaart de Minister dat, aangezien de installatie van de gemeenteraadsleden bestaat in de aflegging van de politieke eed voorgeschreven door de wet van 1 juli 1860, de strekking van het amendement, dat erin bestaat een uitdrukking te vervangen door een andere die ermee gelijkwaardig is, niet erg duidelijk is.

Over het amendement van de heer Denys (Stuk n° 23/3), dat ertoe strekt aan de Koning de mogelijkheid te geven de burgemeester buiten de raad te benoemen op eensluidend en gemotiveerd advies van de bestendige deputatie, verklaart de Minister dat er geen verantwoording is gegeven tot staving van dat amendement.

Met betrekking tot het eensluidend en gemotiveerd advies betoogt hij dat de juridische aard van het eensluidend advies, dat neerkomt op een werkelijke machtiging, erop wijst dat dergelijk advies gemotiveerd is.

Op welke grond wensen de indieners dit amendement te funderen ? Kan een reden steunend op het algemeen belang, namelijk het feit dat er een burgemeester benoemd moet worden, volstaan ?

Betreffende de wenselijkheid van een dergelijke benoeming is het nu reeds zo dat het eensluidend advies alleen betrekking mag hebben op dat punt en niet op de keuze van een kandidaat (cfr. de verklaring van de heer Ch. Rogier, Minister van Binnenlandse Zaken, in de vergadering van de Senaat van 29 februari 1848).

De heer Desutter stelt een amendement voor (Stuk n° 23/4) om, in het tweede lid van het 1^e, het woord « raadsleden » te vervangen door de woorden « verkozen kandidaten ».

De Minister is van mening dat de verantwoording van dit amendement strookt met de door hem gemaakte opmerking. Het is juist dat men juridisch niet kan spreken van een voordracht door raadsleden zolang de betrokkenen nog niet geïnstalleerd zijn.

Het amendement kan dus worden aanvaard, althans op dat punt.

Voorts vervangt het amendement de woorden « Na de vernieuwing van de raad » door de woorden « Na elke gemeenteraadsverkiezing ». In dat verband merkt de Minister op dat de uitdrukking « na elke gemeenteraadsverkiezing » geen synoniem is van « na de vernieuwing van de raad », daar er ook gedeeltelijke gemeenteraadsverkiezingen kunnen zijn. Het is duidelijk dat alsdan geen nieuwe burgemeester moet worden benoemd. De uitdrukking « vernieuwing van de raad » is beter, daar zij wel degelijk overeenstemt met wat hier bedoeld wordt.

Enfin, au 1^e, il présente une nouvelle rédaction du cinquième alinéa qui tend à parfaire une procédure distincte de désignation du bourgmestre et à prévoir le cas où aucun acte de présentation valable n'a été déposé dans le délai prévu.

Selon le Ministre, la justification rencontre ici aussi ses remarques. Plus spécialement, on notera que l'auteur de l'amendement rencontre le souci de ne pas voir le conseil communal être *ipso facto* disqualifié si aucun acte de présentation n'a été déposé dans les délais prévus. Toutefois, la rédaction n'indique pas clairement qu'il peut s'agir d'un élus non présenté, puisque l'amendement porte « un électeur de la commune ». Sur ce point, les justifications sont plus claires que le texte proposé.

Néanmoins, on peut s'interroger sur la nécessité de l'avis conforme de la députation permanente en cas de nomination dans le sein du conseil d'un candidat qui n'a pas été présenté.

Tenant compte de ces diverses observations, MM. Coppieters, Tant, Cardoen, Vankeirsbilck, Breyne et Detremmerie rédigent une nouvelle version de la proposition et la présentent comme amendement (Doc. n° 23/5).

Cette version répond aux observations du Ministre et correspond au consensus qui s'est dégagé en commission.

§ 2. Les échevins

L'attention de la Commission est attirée sur le fait qu'un nouveau texte a été présenté (Doc. n° 23/6) et que, par ailleurs, la version française du texte initial présente des incorrections.

A. Point de vue des membres de la commission

1. La procédure de présentation des candidats

Un membre réfute l'affirmation du Ministre selon laquelle le conseil serait ignoré. Il estime que, d'une part, une signature a au moins autant de valeur qu'un vote et que, d'autre part, il serait illogique d'admettre qu'un bourgmestre ou un ministre de communauté puisse être présenté au moyen d'une signature, mais pas un échevin. En outre, la présentation doit être reconnue valable au cours de la séance d'installation et les signataires doivent être des conseillers. Il appartient d'ailleurs au conseil de vérifier et de reconnaître la correction de la présentation.

Le Ministre fait observer que la procédure définie à l'article 2 actuel prévoit l'élection de chaque échevin séparément, tandis que la proposition prévoit la présentation d'une liste d'échevins. Or, un problème peut se poser à cet égard. Il peut en effet arriver qu'aucune liste majoritaire ne soit présentée et que, par conséquent, plusieurs listes soient présentées. Le Ministre estime dès lors qu'il serait préférable de faire signer un acte de présentation pour chaque échevin et de procéder ensuite à une élection par candidat. Cette procédure permettrait selon lui de préserver les droits du conseil.

Un membre craint que la présentation et le vote échevin par échevin n'aboutissent à la constitution d'un collège hétérogène et peu opérationnel. Indépendamment du fait qu'une majorité différente pourrait se dégager pour chacun des échevins, que se passerait-il si des candidats n'étaient présentés que pour une partie des mandats à attribuer ?

Ten slotte wordt in het amendement een nieuwe redactie van het vijfde lid van het 1^e voorgesteld om de afzonderlijke procedure tot benoeming van de burgemeester nader te omschrijven en om te voorzien in het geval dat geen geldig bevonden voordrachtakte binnen de gestelde termijn werd ingediend.

Volgens de Minister strookt de verantwoording ook op dit punt met de door hem gemaakte opmerkingen. Meer in het bijzonder zij aangestipt dat het de wens is van de auteur van het amendement de gemeenteraad niet *ipso facto* buiten spel te zetten als geen enkele voordrachtakte binnen de gestelde termijn is ingediend. Uit de redactie blijkt evenwel niet duidelijk dat het kan gaan om een niet voorgedragen gekozene, vermits het amendement stelt « een gemeenteraadskiezer ». Op dat punt is de verantwoording duidelijker dan de voorgestelde tekst zelf.

Niettemin kan de vraag gesteld worden of het eensluidend advies van de bestendige deputatie noodzakelijk is in geval van benoeming van een niet voorgedragen lid van de gemeenteraad.

Rekening houdend met die verschillende opmerkingen hebben de heren Coppieters, Tant, Cardoen, Vankeirsbilck, Breyne en Detremmerie een nieuwe versie van het voorstel gereedgeerd, dat zij als amendement indienen (Stuk n° 23/5).

Die versie komt tegemoet aan de opmerkingen van de Minister en sluit aan bij de in de Commissie tot stand gekomen consensus.

§ 2. De schepenen

De aandacht van de Commissie wordt erop gevestigd dat een nieuwe tekst werd ingediend (Stuk n° 23/6) en dat de Franse versie van de oorspronkelijke tekst bepaalde onjuistheden bevat.

A. Standpunt van de Commissieleden

1. De voordrachtprocedure

Een lid weerlegt de bewering van de Minister dat de raad miskend wordt. Enerzijds is een handtekening volgens hem op zijn minst evenveel waard als een stem en anderzijds zou het onlogisch zijn de voordracht door middel van een handtekening te aanvaarden voor een burgemeester en voor een gemeenschapsminister doch niet voor de schepenen. Daarenboven dient de gedane voordracht tijdens de installatievergadering geldig verklaard te worden en moeten de ondertekenaars raadsleden zijn. De correctheid van de voordracht dient trouwens door de raad onderzocht en erkend te worden.

De Minister wijst erop dat men volgens de procedure van het huidige artikel 2 elke schepen afzonderlijk verkiest, terwijl men in het voorstel een lijst van schepenen voordraagt. Hier stelt zich het probleem dat er gebeurlijk geen meerderheidslijst wordt ingediend en er dus verschillende lijsten voorgedragen worden. Volgens de Minister zou het beter zijn één voordrachtakte per schepen te laten tekenen en daarna een verkiezing te houden per kandidaat. Deze procedure zou volgens hem de rechten van de raad vrijwaren.

Een lid vreest dat de voordracht schepen per schepen met een daarvan geboden stemming tot een weinig operationeel en samenhangend college kan leiden. Men zou voor elk van de schepenen een verschillende meerderheid kunnen hebben enerzijds, en wat dient er anderzijds te gebeuren indien maar een deel van de te begeven schepen-

Il existe une sanction : le scrutin public selon la procédure actuelle. Un membre souligne à cet égard que les échevins ne détiennent aucune compétence individuellement et que les actes qu'ils posent sont toujours des actes du collège en tant qu'entité. Une présentation globale est donc préférable à une présentation individuelle, puisque le collège prend ses décisions de manière collégiale. Le conseil communal se borne à vérifier la validité de l'acte de présentation. L'installation des échevins s'opère par leur prestation de serment et leur rang est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont inscrits sur la liste. Pour chaque candidat, un candidat suppléant figure en outre sur l'acte de présentation, qui reste valable jusqu'au moment où les échevins ont prêté serment.

Le Ministre maintient ses objections et entend rechercher une formule qui préserve les prérogatives du conseil et dans laquelle les échevins ne pourront être désignés que lorsque le conseil aura été constitué. Il estime que le système de listes empêche le conseil de voter et restreint donc dans une certaine mesure ses attributions.

L'Ultima ratio doit être le conseil. L'élection des échevins doit venir du conseil; il faut donc maintenir le vote au conseil et non pas se limiter à un constat de validité d'une liste de présentation.

Un orateur fait observer à cet égard que si l'on procède à un vote, certains élus pourraient, en votant, renier leur signature. Toutefois, un membre rétorque que rien dans le texte n'oblige un élu à signer. Les élus peuvent d'ailleurs ne présenter aucune liste et on peut alors en revenir au système classique.

Un membre confirme ce point de vue et rappelle que les élus peuvent toujours refuser de signer une liste de présentation. Ils peuvent même présenter eux-mêmes en séance publique leur candidat.

Certains membres appuient la position du Ministre et craignent que des pressions ne soient exercées pour faire signer des élus. Un scrutin séparé par échevin peut présenter évidemment des problèmes (rang des échevins, collège hétérogène).

Un membre souligne que la présente proposition n'a de sens que dans la mesure où le système de la liste de présentation unique est valable.

Bien qu'il paraîsse exclu d'appliquer le système de présentation individuelle des échevins qui est proposé par le Ministre, le dépôt d'un acte de présentation unique suscite de nombreuses difficultés. Supposons, par exemple, que lors de l'installation du conseil, des membres ne viennent pas et qu'il n'y ait pas en séance les 2/3 qui ont signé une liste. Que deviennent les signatures ?

Le même problème peut se poser, par exemple, au cas où un signataire décède ou se désiste de son mandat. Qu'en est-il si le suppléant n'est pas d'accord avec la signature de celui qu'il remplace ?

En ce qui concerne ce problème, il est rappelé par un membre que, puisque l'acte de présentation est nul, on retourne au scrutin en séance publique. Si, en effet, un signataire ne prête pas serment et que l'on n'atteint pas ainsi les deux tiers des signatures requis, la présentation n'est plus valable.

Un membre estime que, dans ce système, on attribuera des pouvoirs aux élus dès avant qu'ils ne deviennent conseiller, puisque les listes seront signées avant l'installation du conseil communal. Comment le conseil conserve-t-il sa compétence en la matière ? Il ne doit émettre aucun vote.

ambten voorgedragen werden ? Er bestaat echter een sanctie : de openbare stemming volgens de huidige procedure. Hierbij aansluitend onderstreept een lid dat de schepenen geen afzonderlijke bevoegdheden hebben en dat het steeds gaat om daden van het college in zijn geheel. Een groepsvoordracht is dan ook te verkiezen boven een afzonderlijke voordracht per schepen vermits men toch collegiaal dient te besturen. De gemeenteraad dient enkel de geldigheid van de voordrachtake te onderzoeken. De schepenen zijn aangesteld door hun eedaflegging en hun rangorde wordt bepaald door hun volgorde op de lijst. Er is tevens per kandidaat een kandidaat-opvolger vermeld op de voordrachtake, die geldig blijft tot de schepenen de eed hebben aangelegd.

De Minister handhaalt zijn bezwaren en wil zoeken naar een formule waardoor de prerogatieven van de raad gevrijwaard worden en de schepenen pas kunnen aangeduid worden als de raad reeds is samengesteld. In de regeling met lijsten verhindert men, volgens de Minister, de raad te stemmen en ontneemt men hem dus een deel van zijn bevoegdheid.

De ultima ratio moet de raad zijn. De verkiezing van de schepenen moet van de raad zelf uitgaan. Bijgevolg moet de stemming in de gemeenteraad gehandhaafd worden en mag men zich niet beperken tot de constataatie van de geldigheid van de voordrachtake.

Hierbij aansluitend merkt een spreker op dat sommige verkozenen bij een stemming hun handtekening zouden kunnen verloochenen. Een lid antwoordt hier op dat niets in de tekst een verkozenen verplicht de voordrachtake te ondertekenen. De verkozenen kunnen immers ook geen lijst indienen en dan gaat men terug naar de klassieke regeling.

Een lid bevestigt dat standpunt. Hij herinnert eraan dat de verkozenen steeds kunnen weigeren een voordrachtslijst te tekenen. Ze kunnen zelfs in openbare vergadering zelf hun eigen kandidaat voordragen.

Sommige leden steunen de zienswijze van de Minister. Zij vrezen dat druk zal worden uitgeoefend om de verkozenen te doen tekenen. Een afzonderlijke stemming per schepen kan uiteraard problemen doen rijzen, zoals de rangorde van de schepenen en de eventualiteit van een heterogeen college.

Een lid onderstreept dat het onderhavige voorstel al dan niet valt met het systeem van de enige voordrachtslijst.

Alhoewel het door de Minister voorgestelde systeem van een voordrachtake per schepen uitgesloten lijkt, stellen zich bij een enige voordrachtake vele problemen. Wat zal er bijvoorbeeld gebeuren als op de installatievergadering van de raad bepaalde leden die de 2/3-voordracht ondertekend hebben, niet komen opdagen ? Wat gebeurt er dan met de handtekeningen ?

Hetzelfde vraagstuk kan rijzen wanneer een lid, dat heeft getekend, overlijdt of aan zijn mandaat verzaakt. Wat gebeurt er wanneer de opvolger het niet eens is met de handtekening van degene die hij vervangt ?

Met betrekking tot dit probleem herinnert een lid eraan dat men dan terugkeert naar de stemming in openbare vergadering vermits de voordrachtake ongeldig is. Indien een ondertekenaar immers de eed niet zou afleggen en de vereiste twee derde van de handtekeningen daardoor niet kan worden bereikt, is de voordracht ongeldig.

Een lid is de mening toegedaan dat men met die regeling aan de verkozenen reeds bevoegdheden toekent, voordat zij gemeenteraadslid zijn, aangezien de lijsten voor de installatie van de gemeenteraad ondertekend zullen worden. Hoe behoudt de raad dan zijn bevoegdheid ? Hij moet geen stemming uitbrengen.

Cet acte de présentation doit d'ailleurs être validé au préalable par la députation permanente. A la remarque d'un membre qui souligne qu'il s'agira encore d'un choix émanant exclusivement d'une majorité de conseillers, il est répondu que la procédure du scrutin fait également intervenir une majorité de conseillers.

La proposition de loi fera désormais intervenir une majorité de signataires.

Enfin, un membre demande si l'on ne modifie pas le système pour quelques cas exceptionnels.

2. Le mode de désignation des échevins

a) Sur présentation

Certains membres soulignent qu'en cas de désignation des échevins sur présentation, des difficultés peuvent surgir si les deux tiers des élus d'une liste ne représentent pas la majorité de ceux-ci.

Par exemple, pour une liste comprenant 13 membres sur 25 membres, 9 signatures suffisent pour installer un collège. Dès lors, on pourrait arriver à un collège minoritaire.

Un autre membre craint que la violation du vote secret ne soit étendue à tous les niveaux.

Le Ministre rappelle que le système de désignation par signatures et non plus par vote existe dans d'autres institutions, par exemple, dans les exécutifs régionaux. De plus, il estime qu'il est avantageux de connaître d'avance la composition du futur collège.

Quant à l'argument d'un collège sans majorité, cette situation se présente déjà dans le système actuel mais avec la différence que, dans ce système, la tricherie peut être récompensée.

En ce qui concerne l'obligation de réunir les deux tiers des signatures des élus d'une même liste, un membre attire l'attention sur le fait que cette formule peut présenter un danger pour les partis politiques qui forment leur liste sur la base de la représentation des différents groupes sociaux. Le groupe dont plus d'un tiers des élus sont issus est dans ce cas entièrement maître du jeu. L'avenir devra toutefois nous apprendre si le nouveau système fonctionne bien ou s'il laisse à désirer.

Un membre souligne que le système préconisé permettra précisément d'éviter qu'un groupe puisse manipuler l'ensemble de la liste. En outre, dans la situation actuelle, un seul élu peut tout bouleverser.

Plusieurs membres se demandent s'il ne conviendrait pas de faire une distinction, au point de vue de la procédure, entre le bourgmestre et les échevins. Certains suggèrent que l'on scinde la proposition de manière à appliquer le système préconisé (acte de présentation) pour le bourgmestre, mais à laisser au conseil communal le soin d'élire les échevins. D'autres font observer à cet égard que ce qui vaut pour le bourgmestre peut tout aussi bien valoir pour les échevins, étant donné que ce sont des élus n'ayant pas encore prêté serment qui présentent le candidat bourgmestre au Ministre de l'Intérieur.

Un membre fait observer à ce sujet que le système actuel d'élection au scrutin secret n'empêche pas non plus la constitution d'un collège minoritaire. Si, au sein d'un conseil communal composé de 25 membres, 2 membres appartenant à la majorité qui compte 14 membres s'abstiennent, les échevins seront désignés par 12 voix sur 25. Dans le système actuel les divers groupes politiques concluent d'ailleurs des

De voordrachtake dient trouwens vooraf door de bestendige deputatie geldig verklaard te worden. Wanneer een lid erop wijst dat men voortaan nog enkel zal te maken hebben met een keuze uitsluitend uitgebracht door een meerderheid van raadsleden, wordt daarop geantwoord dat men ook bij de procedure van de stemming steunt op een meerderheid van de raadsleden.

Door het wetsvoorstel zal het nu gaan om een meerderheid van ondertekenaars.

Ten slotte vraagt een lid of men hier het hele systeem niet wijzigt voor enkele uitzonderlijke gevallen.

2. De wijze van aanduiden van de schepenen

a) Door middel van een voordracht

Bepaalde leden onderstrepen dat bij de aanduiding van de schepenen door middel van een voordracht er zich moeilijkheden kunnen voordoen mochten de tweederde van de verkozenen van een lijst niet de meerderheid van de verkozenen vertegenwoordigen.

Zo zijn b.v. op een lijst met 13 leden op 25 verkozenen, 9 handtekeningen voldoende om een college te installeren. Derhalve is het niet denkbeeldig dat het tot een minderheidscollege komt.

Een ander lid vreest dat de schending van de geheime stemming veralgemeend wordt.

De Minister herinnert eraan dat het systeem waarbij de kandidaten via handtekeningen en niet langer bij stemming worden aangewezen, nog in andere instellingen zoals b.v. de deelregeringen bestaat. Hij acht het trouwens een voordeel dat men vooraf de samenstelling van het toekomstige college kent.

Tegen het argument van het minderheidscollege brengt hij in dat zoiets nu al bestaat met dit verschil dat het in het huidige systeem mogelijk is dat bedrog beloond wordt.

Met betrekking tot de betekenis van tweederde van de handtekeningen van de gekozenen van éénzelfde lijst vestigt een lid er de aandacht op dat deze formule een gevaar kan inhouden voor de politieke partijen die hun lijst op basis van de standervertegenwoordiging samenstellen. Binnen dergelijke lijstvorming heeft de stand met meer dan één derde der gekozenen de sleutel volledig in handen. Niettemin zal de toekomst moeten uitwijzen of het nieuwe systeem goed of slecht functioneert.

Een lid onderstreept dat hij ook dit alternatief heeft bestudeerd en dat hierdoor precies zal voorkomen worden dat één stand de hele lijst kan manipuleren. Daarenboven kan met de huidige formule één enkele gekozen de hele boel op stelten zetten.

Een aantal leden vragen zich af of geen onderscheid moet gemaakt naar de procedure tussen de burgemeester en de schepenen. Sommigen suggereren het voorstel derwijze te splitsen dat men gebruik maakt van het voorgestelde systeem van een voordrachtake voor de burgemeester enerzijds, doch dat men anderzijds de schepenen verder laat verkiezen door de gemeenteraad. In dit verband wordt opgemerkt dat wat geldt voor de burgemeester even goed kan gelden voor de schepenen aangezien ook de kandidaat-burgemeester door nog niet beëdigde verkozenen aan de Minister van Binnenlandse Zaken wordt voorgedragen.

In dit verband wijst een lid er op dat men ook in het huidige systeem met verkiezing bij geheime stemming een minderheidscollege kan in het zadel helpen. Wanneer in een gemeenteraad met 25 leden er zich 2 leden van de 14 leden tellende meerderheid onthouden, zullen de schepenen aangeduid worden met 12 stemmen op 25 raadsleden. In het huidige systeem zijn er trouwens ook afspraken tussen de

accords en ce qui concerne les candidats et le rang de leur élection. Il y a toujours des déceptions, mais, dans la formule actuelle, les déçus ont tout le temps de changer de parti. Ils sont en outre fréquemment sollicités par les groupes minoritaires. Le nouveau système fera également des déçus, mais il n'auront plus l'occasion d'exploiter leur déception, car ils n'intéresseront plus les autres groupes.

Un membre souligne que l'intérêt de la proposition est incontestable, puisque l'on pourra désormais difficilement obtenir un mandat de bourgmestre ou d'échevin en guise de récompensé pour avoir changé de parti. Un autre membre fait toutefois observer que la députation permanente dispose de 30 jours pour valider les élections et que l'on dispose ensuite encore de 14 jours pour déposer l'acte de présentation, de sorte que l'on dispose au total de 44 jours pour faire ce que la présente proposition tend à empêcher.

Un membre fait remarquer qu'il peut en effet se passer énormément de choses pendant ces 44 jours, mais qu'il sera désormais exclu qu'un seul élu puisse exercer un chantage sur l'ensemble de son groupe. Avec le nouveau système, un tel chantage ne sera possible que s'il est le fait d'un tiers au moins des élus d'un même groupe.

Un membre prétend que la majorité simple requise serait atteinte quand bien même l'un des signataires faisant partie des deux tiers ne prêterait pas serment. L'exemple suivant prouve cependant qu'il n'en est pas ainsi. Supposons qu'un conseil communal soit composé de 21 membres et qu'une seule liste obtienne 12 mandats, soit la majorité absolue; les deux tiers requis représentent en l'occurrence 8 signatures, ce qui ne constitue pas encore une majorité simple, celle-ci étant de 11 conseillers. Le texte de la proposition prévoit par ailleurs que l'acte de présentation est irrévocable. La présentation reste valable, étant donné que ce risque est plutôt minime. En effet, tous les membres d'une même liste signeront normalement l'acte de la présentation.

En adoptant ce système, on rapproche la décision de l'électeur. Chacun sera conscient, au moment où il adhère à une liste de ce à quoi il doit s'attendre. De plus, cela empêchera qu'une seule personne puisse faire pression sur une fraction. Il faudra qu'elle soit soutenue par plus d'un tiers du groupe pour pouvoir se désolidariser d'une liste de présentation.

Un orateur conclut au bien-fondé de cette proposition qui a comme avantages de favoriser la moralité politique et de mieux rencontrer la volonté des électeurs. Evidemment, les deux tiers d'une liste peuvent ne pas constituer une majorité et peuvent entraîner la désignation d'un bourgmestre minoritaire, mais ce cas se présente déjà dans le système actuel.

A la question d'un membre qui s'interroge sur la fréquence des changements que les accords conclus entre les partis subissent entre les élections et la séance d'installation, le Ministre répond qu'il ne dispose pas de statistiques en la matière.

b) Par scrutin public

En ce qui concerne l'élection des échevins au scrutin public, certains membres restent partisans du scrutin secret s'il n'y a pas de présentation. D'autres estiment par contre que le scrutin public donne une image plus claire de la situation au corps électoral et à la population.

Un membre souligne à ce sujet que les conseillers devraient faire connaître publiquement leur position lorsqu'il n'y a pas de présentation de candidats. Seuls ceux qui ont quelque chose à se reprocher et renient un accord conclu

diverse politieke fracties wat betreft de kandidaten en de rangorde van verkiezing. Er zijn altijd teleurgestelden, doch met de huidige procedure hebben zij veel tijd om over te lopen. Zij worden daarenboven dikwijls opgezocht door de minderheidsfracties. Ook in het nieuwe systeem zullen er teleurgestelden zijn, doch zij zullen hun teleurstelling niet meer kunnen exploiteren, want de andere fracties zullen geen belangstelling meer tonen.

Een lid onderstreept dat het hier om een waardevol voorstel gaat, vermits men in de toekomst nog moeilijk burgemeester of schepen zal kunnen worden als beloning voor zijn overloperij. Een ander lid wijst er echter op dat de bestendige deputatie over 30 dagen beschikt om de verkiezingen geldig te verklaren en dat men daarna nog over 14 dagen beschikt om de voordrachtakte in te dienen, zodat men in totaal over 44 dagen beschikt, om te doen wat men met dit voorstel wil.

Hierop wordt door een lid geantwoord dat er inderdaad in een periode van 44 dagen veel kan gebeuren, doch het zal voortaan uitgesloten zijn dat één gekozen nog zijn hele fractie zal kunnen chanteren. Met het nieuwe systeem zal men hiervoor op zijn minst één derde van de gekozenen van eenzelfde fractie nodig hebben.

Een lid voert aan dat men toch nog altijd de vereiste gewone meerderheid zal hebben indien één van de ondertekenaars van de door een tweederde meerderheid gestemde voordrachtlijst de eed niet aflegt. Dit wordt echter weerlegd aan de hand van volgend voorbeeld. Gesteld een gemeenteraad van 21 raadsleden waar één lijst 12 mandaten of de volstrekte meerderheid weet te behalen. De vereiste twee derde is hier 8 handtekeningen, hetgeen echter nog geen gewone meerderheid is, die in dit geval 11 leden bedraagt. Tevens wordt er op gewezen dat in de tekst staat dat de voordrachtakte onherroepelijk is. De voordracht blijft geldig vermits dit risico eerder gering is, daar normaal gezien alle leden van eenzelfde lijst de voordracht zullen ondertekenen.

De toepassing van dat systeem brengt de beslissing dichter bij de kiezer. Al degenen die met een lijst instemmen, weten wat hun te wachten staat. Daarenboven wordt daardoor verhinderd dat één enkele persoon chantage pleegt tegenover een hele fractie. Wie niet langer akkoord gaat met een voordrachtlijst, moet immers door meer dan een derde van de leden van een fractie worden gesteund.

Een lid acht het voorstel gefundeerd, aangezien het bevorderlijk is voor de politieke moraliteit en beter tegemoet komt aan de eisen van de kiezers, wat niet wegneemt dat het kan gebeuren dat tweederde van hen die op een lijst staan, geen meerderheid vormen en dus een « minderheidsburgemeester » in het zadel kunnen helpen; dat gebeurt echter nu al met het huidige systeem.

Op de vraag van een lid of het veel voorkomt dat gesloten akkoorden worden gewijzigd tussen de datum van de verkiezingen en de installatievergadering deelt de Minister mede dat hij hieromtrent over geen statistische gegevens beschikt.

b) Door middel van een openbare stemming

Met betrekking tot de verkiezing van de schepenen bij openbare stemming blijven bepaalde leden voorstander van een geheime stemming indien geen voordrachtakte is ingediend. Anderen daarentegen vinden dat een openbare stemming duidelijkheid geeft naar het kiezerskorps en de bevolking toe.

Een lid stelt in dit verband dat de raadsleden hun mening publiek kenbaar moeten maken indien geen voordrachtlijst is ingediend. Alleen degenen die niet recht in hun schoenen staan en het gesloten akkoord verloochenen, zullen gestraft

subiront la sanction du scrutin public, qui fournira la preuve de l'intégrité des conseillers.

Plusieurs membres craignent que le recours au scrutin public pour l'élection des échevins ne nuise à la sérénité du conseil. Un intervenant fait en outre remarquer que l'on renonce ainsi au principe de base du scrutin secret relatif à des personnes qui est défini à l'article 66 de la loi communale.

Certains estiment par ailleurs qu'un scrutin public n'excluera pas la conclusion préalable d'accords secrets, de sorte que rien n'aura finalement changé.

En ce qui concerne la solution préconisée en cas de ballottage, M. De Beul estime que la tendance est actuellement de préférer le candidat le plus jeune au candidat le plus âgé. Aussi présente-t-il un amendement (Doc. n° 23/2-V) visant à remplacer les mots « le plus âgé » par les mots « le plus jeune ».

M. De Loor présente, quant à lui, un amendement (Doc. n° 23/2-II) qui prévoit qu'en cas de ballottage, c'est le candidat qui compte le plus grand nombre d'années de mandat au conseil communal qui l'emporte.

Un membre renvoie à cet égard aux dispositions concernant ce point qui figurent dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Il ne voit pas d'objection à ce que le texte de la proposition de loi soit modifié afin de prévoir la désignation du candidat le plus jeune et non plus du candidat le plus âgé, comme c'est le cas actuellement.

Enfin, plusieurs membres estiment que les conseillers élus doivent être obligés à présenter une liste de candidats échevins.

Certains membres demandent si le maintien de la possibilité d'élire les échevins ne constituera pas pour les élus une invitation à ne pas déposer d'acte de présentation. Ils considèrent néanmoins que cette formule offre une solution satisfaisante pour pallier l'absence de présentation.

3. Le rang des échevins

Les membres approuvent le principe selon lequel, dans le cas d'une désignation sur présentation, le rang des échevins est déterminé par l'ordre dans lequel ils figurent sur l'acte de présentation.

Si les échevins sont désignés au scrutin public, leur rang est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont élus.

4. La nomination des échevins

Les membres s'accordent pour admettre que, quel que soit le mode de désignation des échevins, ceux-ci sont nommés officiellement à partir du moment où ils ont prêté serment entre les mains du président.

5. Les candidats suppléants

En ce qui concerne le nombre de suppléants, un membre suggère qu'il soit présenté plusieurs suppléants pour chaque titulaire qui est proposé.

Un membre se rallie également à l'amendement de M. Temmerman (Doc. n° 23/7) qui prévoit que, pour chaque titulaire, il peut être présenté autant de suppléants qu'il y a d'échevins effectifs à élire. La proposition de M. Temmerman s'inspire du système qui a été adopté pour la constitution du conseil de l'aide sociale d'un C. P. A. S. Il serait en effet possible de présenter le même suppléant pour chaque candidat effectif, ce qui poserait des problèmes dans le cas où un candidat effectif viendrait à disparaître entre le

worden door deze openbare stemming, die het bewijs zal leveren van de integriteit van de raadsleden.

Sommige leden vrezen dat een publieke stemming voor de verkiezing der schepenen de serene sfeer van de vergadering van de raad kan schaden. Een spreker merkt ook op dat men aldus het grondbeginsel van de geheime stemming over personen, zoals bepaald in artikel 66 van de gemeentewet, laat varen.

Daarenboven menen sommigen dat een openbare stemming voorafgaande geheime akkoorden niet onmogelijk zal maken, wat uiteindelijk een terugkeer naar de huidige gang van zaken zou betekenen.

In verband met de oplossing die in geval van herstemming voorgesteld wordt, meent de heer De Beul dat tegenwoordig veelal de jongste kandidaat boven de oudste verkozen wordt. Hij stelt dan ook een amendement voor (Stuk n° 23/2-V) tot vervanging van het woord « oudste » door het woord « jongste ».

De heer De Loor stelt zijnerzijds in een amendement (Stuk n° 23/2-II) voor dat bij herstemming de oudste in dienstjaren als gemeenteraadslid verkozen is.

In dit verband verwijst een lid naar de bepalingen van de wet van 8 juli 1976 op de O. C. M. W.'s die terzake van toepassing zijn.

Hij heeft er geen bezwaar tegen dat men het voorstel wijzigt zodat men in geval van herstemming de jongste zou nemen in plaats van de oudste kandidaat, zoals thans in de wet bepaald is.

Ten slotte geven verscheidene leden als hun mening te kennen dat de verkozen raadsleden moeten worden verplicht een lijst van kandidaat-schepenen voor te dragen.

Bepaalde leden stellen de vraag of het feit dat de mogelijkheid behouden blijft om de schepenen te verkiezen geen uitnodiging zal zijn voor de gekozenen om geen voordrachtakte in te dienen. Niettemin beschouwen zij het als een goede formule voor het geval geen voordrachtakte werd ingediend.

3. De rangorde van de schepenen

De leden gaan ermee akkoord dat in het geval van voordracht de rangorde der schepenen bepaald wordt op grond van de rangorde die de kandidaat-schepenen innemen op de voordrachtakte.

In geval van aanduiding door middel van een publieke stemming wordt hun rangorde bepaald door de volgorde waarin zij gekozen worden.

4. De aanstelling van de schepenen

Ongeacht de wijze van aanduiding zijn de leden het eens dat de schepenen officieel zijn aangesteld vanaf het ogenblik dat zij de wettelijk voorgeschreven eed hebben afgelegd in handen van de voorzitter.

5. De kandidaat-opvolgers

Met betrekking tot het aantal opvolgers stelt een lid voor dat er verscheidene opvolgers zouden worden voorgedragen voor elk der voorgestelde titularissen.

Een lid verklaart zich eveneens akkoord met het subamendement van de heer Temmerman (Stuk n° 23/7) om voor elke titularis zoveel opvolgers voor te dragen als er effectieve schepenen te verkiezen zijn. Het voorstel van de heer Temmerman is ingegeven door het systeem dat ingevoerd is voor de samenstelling van de raad voor maatschappelijk welzijn van het O. C. M. W. Men zou immers voor elke effectieve kandidaat steeds dezelfde opvolger kunnen voordragen wat problemen zou doen rijzen in geval er een effec-

jour du dépôt de l'acte de présentation et le jour de la séance d'installation.

Le présent rapport doit souligner clairement que les candidatures présentées pour les échevins suppléants viennent à expiration dès que les échevins ont prêté le serment prévu par la loi.

B. Point de vue du Ministre

Le Ministre part du principe qu'il veut préserver la compétence du Roi en ce qui concerne la nomination du bourgmestre et la compétence du conseil en ce qui concerne la désignation des échevins.

Le Ministre fait part à la commission de toutes les réserves qu'il émet à propos du système prévu par la proposition originelle.

Il estime qu'à bien lire les développements force est de constater que c'est improprement que la proposition en examen énonce : « les échevins sont nommés... ». En réalité les échevins sont désignés sur présentation. Il n'y a élection que si aucune liste de présentation n'est déposée. De plus, il y a une contradiction au sein même du § 2; en effet, après avoir dit que les échevins sont « nommés », le texte porte les mots « la liste de présentation qui a été validée ». C'est évidemment cette situation qui correspond aux vues de l'auteur. La page 4 des développements en fait foi du reste.

Il faut nécessairement observer qu'il s'agit là d'une évidente *diminutio capitinis* du conseil communal qui se voit privé du droit de voter alors que son mode normal d'expression est précisément le vote et qu'il s'agit de surcroît d'une matière de toute première importance.

On constate, à la lecture des développements davantage que du texte, que le Conseil se borne à prendre acte d'une présentation qui s'est opérée en dehors de lui avec cette circonstance que le conseil ne peut pas ne pas prendre acte. Dans ces conditions comment la tutelle administrative trouvera-t-elle encore à s'exercer puisqu'il n'y a ni délibération ni scrutin. Une « prise d'acte » que l'on ne peut pas éviter constitue-t-elle encore un acte administratif émanant du corps décentralisé ?

Tel serait le cas d'une incompatibilité dans le chef d'un candidat ainsi présenté.

L'expression « qui disparaîtraient ou se retireraient avant la réunion d'installation » ne traduit pas correctement et en termes de droit la situation envisagée par les auteurs de la proposition. Il conviendrait de dire : « ... en cas de décès ou de désistement ».

En effet, se retirer avant l'installation est en réalité une renonciation, un désistement. On peut également se désister tacitement si l'on s'abstient de répondre à deux convocations à l'effet de prêter serment.

De plus la proposition n'envisage pas l'hypothèse où l'intéressé viendrait à perdre sa qualité de conseiller entre l'élection et l'installation.

Le Ministre est d'avis que pour d'évidentes raisons tirées de la notion d'ordre public et du respect dû à l'intérêt général il faut maintenir le scrutin secret pour toute question ayant trait aux personnes à peine de quoi l'indépendance du vote est battue en brèche.

Le dernier alinéa tient compte du remplacement pendant la durée des fonctions mais a perdu de vue le cas de la révocation et le cas de la perte de la qualité de conseiller ou d'échevin suite à une incompatibilité qui survient en cours de mandat.

Dans le texte français, il faut écrire « de bourgmestre ou d'échevin »; le texte néerlandais porte d'ailleurs la conjonction « of » qui est seule correcte.

tieve kandidaat wegvallen tussen de datum van de voordrachtakte en de datum van de installatievergadering.

In dit verslag dient duidelijk onderstreept te worden dat de voorgedragen kandidaturen voor de opvolging van de schepenen vervallen zodra de schepenen hun wettelijke eed hebben afgelegd.

B. Standpunt van de Minister

Als principe stelt de Minister dat hij de bevoegdheid van de Koning wil beschermen inzake benoeming van de burgemeester. In dezelfde gedachtengang wil hij eveneens de bevoegdheid van de raad vrijwaren inzake aanduiding van de schepenen.

De Minister maakt heel wat voorbehoud ten aanzien van het in het oorspronkelijke voorstel uitgedachte systeem.

Hij meent dat men bij de lectuur van de toelichting wel moet vaststellen dat het voorstel ten onrechte vermeldt : « de schepenen worden aangesteld... ». In werkelijkheid worden de schepenen aangesteld op voordracht. Er is slechts verkiezing als geen voordrachtlijst werd ingediend. Daarenboven is er een tegenstrijdigheid in het 2^o. Inderdaad, na de bepaling volgens welke de schepenen « aangesteld » worden, is er sprake van « de geldig bevonden voordrachtlijst ». Uiteraard stemt dit laatste overeen met de zienswijze van de auteur. Zulks blijkt trouwens uit hetgeen op bladzijde 4 van de toelichting wordt gezegd.

Er zij opgemerkt dat het hier gaat om een kennelijke *diminutio capititis* van de gemeenteraad, die beroofd wordt van het recht om te stemmen, terwijl zijn normale uitdrukkingswijze juist de stemming is en het bovendien om een allergewichtigste aangelegenheid gaat.

Bij het lezen van de toelichting meer dan van de wettekst constateert men dat de raad volstaat met akte te nemen van de voordracht, die buiten hem is verricht met dien verstande dat de raad niet anders kan dan akte te nemen. Hoe zal het administratieve toezicht in die omstandigheden nog kunnen worden uitgeoefend aangezien er noch besluit, noch stemming is. Is het « akte nemen », dat niet kan worden vermeden, nog een administratieve handeling uitgaande van een gedecentraliseerd lichaam ?

Dat zou zich b.v. kunnen voordoen wanneer er onverenigbaarheid bestaat in hoofde van een aldus voorgedragen kandidaat.

De uitdrukking « die nog vóór de installatievergadering zouden wegvallen of zich zouden terugtrekken » vertolkt niet op correcte wijze en in rechtstermen de door de indieners van het voorstel bedoelde toestand. Het is aangewezen te zeggen : « ... bij overlijden of afstand van het mandaat ».

Zich terugtrekken vóór de installatie is immers in werkelijkheid verzaken, niet aanvaarden. Men kan ook stilzwijgend niet aanvaarden als men zich ervan onthoudt te antwoorden op twee oproepingen om de eed af te leggen.

Daarenboven overweegt het voorstel niet de hypothese waarin de betrokkenen zijn hoedanigheid van raadslid zou verliezen tussen de verkiezing en de installatie.

De Minister is van mening dat het nodig is, om voor de hand liggende redenen die verband houden met de openbare orde en met de eerbed voor het algemeen belang, de geheime stemming te handhaven voor elke aangelegenheid betreffende personen, indien men wil voorkomen dat de onafhankelijkheid bij de stemming verloren gaat.

Het laatste lid beoogt de vervanging tijdens de duur van het mandaat, doch uit het oog werden verloren de afzetting en het verlies van de hoedanigheid van raadslid of schepen ten gevolge van een onverenigbaarheid die zich tijdens de uitoefening van het mandaat mocht voordoen.

In het Franse tekst van het laatste lid moet worden gelezen : « de bourgmestre ou d'échevin ». De Nederlandse tekst vermeldt trouwens het voegwoord « of »; dat alleen is correct.

C'est improprement que l'on écrit « la présentation du suppléant »; il faut dire du remplaçant ou du successeur. Ici aussi la concordance avec le texte néerlandais est défaillante.

Cette procédure porte-t-elle ou non préjudice à celle envisagée par les articles 107 et 93 de la loi communale pour les cas que ces dispositions visent ?

On ne peut se contenter de dire qu'il convient de suivre la même procédure qu'après le renouvellement du conseil. En effet, pour ce qui est des échevins la proposition indique clairement que la présentation est validée au cours de la séance d'installation du conseil communal issu des élections. Qu'en est-il en cas de vacance pendant la durée des fonctions, à quelle séance faut-il valider — et non nommer ainsi que cela a été souligné plus haut — la présentation du successeur ? Maintient-on ou non le délai de trois mois actuellement en vigueur ?

La même remarque vaut lorsqu'à défaut de présentation le conseil communal recouvre son droit de vote. A quelle séance l'exerce-t-il ? Le renvoi à la procédure tracée pour le renouvellement conduit à une impossibilité puisqu'il faudrait se référer à une séance qui par hypothèse n'a existé qu'une fois et ne se représentera plus. Il faudrait davantage de précision.

Quel est, selon les proposants, l'acte par lequel le conseil est informé officiellement de la vacance ?

C'est dans ce cas surtout que gît le risque inhérent au caractère contraignant du système. En effet le danger est grand de voir, à la faveur d'un remplacement, présenter comme candidat bourgmestre ou comme candidat échevin le bourgmestre qui vient d'être révoqué.

On peut même concevoir que le remplacement soit rendu à dessein inéluctable par suite de la démission collective des échevins.

Un membre rappelle que le texte, dans sa nouvelle formulation prévoit que lors de l'installation du conseil, celui-ci doit constater la validité de la liste de présentation.

Le Ministre fait remarquer qu'il n'est pas d'accord avec l'orateur quand il parle d'une liste de présentation des échevins. En effet, dans certains cas on se trouve devant plusieurs listes, dont une liste minoritaire qui peut alors placer le conseil dans une position difficile. Le membre répond que selon la proposition de loi, une seule liste de présentation peut être déposée valablement, à savoir celle qui est déposée par la majorité des élus ou au nom de cette majorité. Une liste de présentations minoritaire ne peut donc être valable.

§ 3. Le délai de présentation

En ce qui concerne le délai de quatorze jours qui prend cours au moment de la validation des élections, plusieurs membres estiment que le texte proposé est trop vague. Un membre se demande d'ailleurs ce qu'il adviendra de ce délai quand les élections feront l'objet d'une plainte auprès de la députation permanente. Plusieurs membres estiment qu'il faudrait prévoir que le délai de quatorze jours ne prend cours qu'après que tous les conseillers élus ont été informés de la validation des élections par la députation permanente ou par le Conseil d'Etat. Il faut savoir quand le délai de quatorze jours prend cours exactement.

M. Temmerman, pour sa part, préféreraient que le texte prévoie que le délai prend cours au moment où les conseillers élus sont informés de la validation des élections par la députation permanente et non pas au moment de la validation-même. Il présente un amendement prévoyant que le délai de quatorze jours prend cours à la date à laquelle l'envoi re-

Ten onrechte is er sprake van « de voordracht van de opvolger »; in feite gaat het om plaatsvervangers of opvolgers. Hier eveneens is er gebrek aan overeenstemming met de Nederlandse tekst.

Doet deze procedure al dan niet afbreuk aan de procedure bedoeld in de artikelen 107 en 93 van de gemeente-wet voor de gevallen welke door die bepalingen worden beoogd ?

Men kan niet volstaan met de bepaling dat dezelfde procedure wordt gevuld als na de vernieuwing van de raad. Met betrekking tot de schepenen vermeldt het voorstel immers duidelijk dat de voordracht geldig wordt verklaard tijdens de installatievergadering van de gemeenteraad die ontstaan is uit de verkiezingen. Quid wanneer een mandaat openvalt tijdens de duur van dat mandaat ? Op welke vergadering moet de voordracht van de opvolger geldig worden verklaard ? Hij moet niet worden benoemd, zoals hierboven is beklemtoond. Wordt de thans bij de wet bepaalde termijn van drie maanden al dan niet behouden ?

Dezelfde opmerking geldt wanneer, bij gebreke van voordracht, de raad zijn stemrecht terugkrijgt. Op welke vergadering wordt dat stemrecht uitgeoefend ? De verwijzing naar de procedure voor de vernieuwing leidt tot een onmogelijke toestand, aangezien men zou moeten verwijzen naar een vergadering die, bij veronderstelling, slechts eenmaal heeft plaatsgehad en niet meer zal voorkomen. Hier is meer duidelijkheid gewenst..

Wat is, volgens de indieners, de akte waardoor de raad officieel wordt ingelicht omtrent het opgevalle mandaat ?

Vooral in dat geval blijkt het risico dat inherent is aan het dwingende karakter van het voorgestelde systeem. Het gevaar is immers groot dat, bij een vervanging, als kandidaat-burgemeester of kandidaat-schepen zal worden voorgedragen de burgemeester die zojuist is afgezet.

Het is zelfs denkbaar dat de vervanging met opzet onvermijdelijk wordt gemaakt ten gevolge van het collectieve ontslag van de schepenen.

Een lid herinnert eraan dat in de nieuwe versie wordt bepaald dat de raad bij zijn installatie de geldigheid van de voordrachtlijst moet constateren.

De Minister merkt op dat hij het niet eens is met dit lid, waar deze het over een voordrachtlijst voor de schepenen heeft. In sommige gevallen zijn er immers verscheidene lijsten, waarvan één van de minderheid die alsdan de raad in een moeilijke positie kan brengen. Daarop antwoordt het lid dat, volgens het wetsvoorstel, slechts één geldige voordrachtlijst kan ingediend worden namelijk die welke door of namens een meerderheid van gekozenen wordt neergelegd. Er kunnen dus geen minderheidsvoordrachtlijsten geldig zijn.

§ 3. De voordrachtermijn

In verband met de termijn van veertien dagen vanaf het geldig verklaren van de verkiezingen zijn diverse leden van mening dat deze tekst te vaag is. Een lid vraagt zich trouwens af wat er met die termijn zal gebeuren wanneer bij de bestendige deputatie klacht tegen de verkiezingen ingediend wordt. Volgens verscheidene leden zou men moeten bepalen dat al de gekozen raadsleden ervan verwittigd worden dat de verkiezingen door de bestendige deputatie of de Raad van State goedgekeurd zijn vooraleer de termijn van veertien dagen te doen ingaan. Men moet weten wanneer de termijn van veertien dagen juist ingaat.

De heer Temmerman van zijn kant zou liever zien dat de tekst duidelijk bepaalt dat de termijn begint te lopen vanaf het ogenblik waarop de gekozen raadsleden kennis hebben van de goedkeuring van de verkiezingen door de bestendige deputatie en niet vanaf het ogenblik van die goedkeuring zelf. Hij stelt een amendement voor waarbij de termijn van

commandé par lequel le bourgmestre informe les conseillers élus de la validation des élections communales, a été enregistré par la poste (Doc. n° 23/2-III).

M. De Beul estime qu'il faut déterminer avec précision le moment où les élus sont avisés de la validation des élections communales.

Il présente un amendement (Doc. n° 23/2-V) visant à compléter le texte de manière à prévoir que le délai prend cours avec la notification par le bourgmestre aux conseillers élus, par lettre recommandée à la poste, de la validation des élections. Cette précision permettra de déterminer sans équivoque le moment de la prise de cours du délai. L'auteur de la proposition reconnaît que cette précision offre une meilleure garantie.

§ 4. Le calcul des deux tiers requis

M. De Beul aborde le problème de la signature des listes de présentation par une majorité des deux tiers des conseillers.

Il craint que cette condition ne soit source de problèmes d'ordre technique, par exemple dans le cas de groupes politiques qui ne comptent que deux membres. Qu'adviendrait alors de cette majorité des deux tiers ? Selon l'intervenant, la signature des deux membres du groupe est requise.

Il présente un amendement (Doc. n° 23/2-V) qui vise à prévoir que deux tiers « au moins » des signatures doivent figurer au bas de la liste pour appuyer la présentation. L'objet de cet amendement est d'arrondir les nombres décimaux à l'unité supérieure pour la détermination des deux tiers; ainsi, les deux tiers d'une liste de deux conseillers correspondent à deux conseillers.

Un autre membre se rallie à cet amendement.

Pour ce qui est de son amendement visant à insérer les mots « au moins » après les mots « deux tiers », M. De Beul demande qu'il soit indiqué dans le rapport que le quotient obtenu lors du calcul des deux tiers doit être arrondi à l'unité supérieure.

Un membre demande s'il s'agit des deux tiers des signatures des élus de chaque liste ou des deux tiers des signatures des élus de l'ensemble des listes c'est-à-dire des deux tiers du nombre total d'élus. Il est rappelé qu'il s'agit bien des deux tiers des signatures des élus de chaque liste.

S'il y a par exemple trois listes, il s'agit des deux tiers des signatures des élus de chacune de ces listes.

MM. Detremmerie, Coppieters, Cardoen et Vankeirsbilck présentent à nouveau un amendement (Doc. n° 23/6) contenant une nouvelle rédaction de la proposition.

Cette nouvelle rédaction répond à certaines préoccupations du Gouvernement et maintient le système de la liste de présentation. Les candidats sont choisis quand ils sont présentés par une majorité des candidats élus, les élus d'une même liste étant engagés par les signatures des deux tiers des élus de cette liste.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1

Le sous-amendement de M. Temmerman (Doc. n° 23/7) qui prévoit que, pour chaque titulaire, il peut être présenté autant de suppléants qu'il y a d'échevins effectifs à élire, est adopté à l'unanimité.

M. De Loor, qui craint que le candidat bourgmestre puisse être présenté par une minorité, dépose un amende-

ment qui prévoit que, pour chaque titulaire, il peut être présenté autant de suppléants qu'il y a d'échevins effectifs à élire, est adopté à l'unanimité.

De heer De Beul est de l'avis que la validation des élections communales doit être effectuée par la poste.

Hij stelt een amendement voor (Stuk n° 23/2-V), waarbij in de tekst de bepaling wordt ingevoegd dat de termijn ingaat met de betekenis door de burgemeester aan de verkozen raadsleden bij een ter post aangetekend schrijven. Dank zij die invoeging kan het ogenblik waarop de termijn begint te lopen, ondubbelzinnig worden vastgesteld. De auteur van het voorstel geeft toe dat die verduidelijking inderdaad meer zekerheid biedt.

§ 4. De berekening van de vereiste tweederde

De heer De Beul heeft het over het probleem van de meerderheid van tweederde van de handtekeningen op de voordrachtlijsten.

Hij vreest dat zulks tot technische problemen zal leiden, bij voorbeeld in verband met politieke fracties die slechts twee leden tellen. Wat gebeurt er dan met die meerderheid van tweederde ? Volgens spreker moet de handtekening van de beide raadsleden van die fractie geëist worden.

Hij stelt een amendement voor dat ertoe strekt te bepalen dat « minstens » tweederde van de handtekeningen moeten aanwezig zijn (Stuk n° 23/2-V) om een voordracht te steunen. Het doel van dat amendement is de breukgetallen naar boven af te ronden voor de bepaling van de tweederde : de tweederde van een lijst van twee raadsleden is dus gelijk aan twee raadsleden.

Een ander lid is het eens met dit amendement.

In verband met zijn amendement waarbij het woord « minstens » wordt ingevoegd voor de woorden « twee derde » vraagt de auteur dat in het verslag uitdrukkelijk zou vermeld worden dat het quotiënt van de tweederde-berekening « naar boven » dient afgerond te worden.

Een lid stelt de vraag of het om tweederde van de handtekeningen van elke lijst gaat of om tweederde van de handtekeningen van de gekozenen van alle lijsten m.a.w. tweederde van het totaal aantal verzogenen. Er wordt aan herinnerd dat het wel om tweederde der handtekeningen van de verkozenen per lijst gaat.

Indien er bijvoorbeeld drie lijsten zijn, gaat het om tweederde van elke lijst.

De heren Detremmerie, Coppieters, Cardoen en Vankeirsbilck dienen andermaal een amendement in (Stuk n° 23/6) met een nieuwe formulering van het voorstel.

Dit amendement komt tegemoet aan bepaalde wensen van de Regering en handhaalt het systeem van de voordrachtlijst. De kandidaten zijn gekozen als zij door een meerderheid van gekozen kandidaten zijn voorgedragen. De verkozenen van eenzelfde lijst zijn verbonden door de handtekening van tweederde der verkozenen van die lijst.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Het subamendement van de heer Temmerman (Stuk n° 23/7), waarbij voor elke titularis zoveel opvolgers mogen voorgedragen worden als er effectieve schepenen te verkiezen zijn, wordt eenparig aangenomen.

De heer De Loor, die vreest dat de kandidatuur voor het ambt van burgemeester door een minderheid zou kunnen

ment visant à porter aux « trois quarts » la majorité des « deux tiers » des signatures requises des élus d'une même liste (Doc. n° 23/8-II).

Un membre fait observer à cet égard que cet amendement n'entraîne aucune modification quant au fond et qu'il ne fait dès lors pas disparaître l'objection selon laquelle la proposition implique une méfiance envers les conseillers.

L'amendement de M. De Loor est rejeté par 10 voix contre 6 et une abstention.

Au cours de la discussion de cet article, un membre fait remarquer que les membres d'un même groupe sont liés par les signatures des deux tiers d'entre eux. Cependant, que se passe-t-il si un ou plusieurs signataires se retirent avant la séance d'installation et si le suppléant ne désire pas contresigner la liste ? La présentation est-elle oui ou non annulée et quelle position faut-il prendre en l'espèce ?

Un membre répond que l'acte de présentation n'est valable que s'il continue à satisfaire aux conditions qui sont fixées. La liste de présentation doit être valable au moment de la séance d'installation et au moment de la désignation des échevins, à défaut de quoi les échevins doivent être désignés au scrutin public en séance publique. Si l'un des signataires ne prête pas serment, la liste n'est pas valable et il faut appliquer l'autre formule de désignation.

Un autre membre ne partage pas cet avis. Une telle interprétation ouvrirait à nouveau la porte aux pratiques auxquelles la présente proposition tente de mettre fin. On pourrait en effet tourner la loi en demandant à un élu qui a contresigné l'acte de présentation de ne pas prêter serment, de sorte que tout redéviendrait possible. Le même membre ajoute qu'il faut accepter le risque inhérent au refus de prêter serment, mais que l'acte de présentation doit en tout cas rester valable tant qu'il est satisfait à la condition des deux tiers.

L'orateur précédent fait observer à cet égard que la signature des élus qui ont signé et qui demeurent conseiller, reste également valable. Si l'un des signataires ne devient pas conseiller lors de la séance d'installation et que, de ce fait, la majorité prévue des deux tiers n'est plus atteinte pour la liste, la présentation n'est pas valable et l'élection se fait au scrutin public en séance publique.

M. Temmerman souligne cependant qu'il est possible qu'après la signature, l'élu soit soumis à des pressions en vue d'obtenir son retrait, afin que la majorité prévue des deux tiers ne soit plus atteinte. Dans ce cas, les pratiques dénoncées recommencent. Le problème peut d'ailleurs également se poser si l'un des signataires décède, démissionne ou ne remplit plus les conditions d'éligibilité.

A cet égard, il présente un sous-amendement qui prévoit que la présentation n'est plus valable lorsqu'un ou plusieurs conseillers élus qui l'ont signée, lors de la première réunion du conseil communal, ne participent pas à la prestation de serment, soit en raison d'une incompatibilité, soit parce qu'ils ont démissionné et que, de ce fait, la majorité prévue des deux tiers n'est plus assurée (Doc. n° 23/8-I).

Le sous-amendement de M. Temmerman est rejeté par 12 voix contre 5 et une abstention.

Enfin, la Commission est d'avis qu'une présentation valable est « irrévocable », quoiqu'il arrive entre la date du dépôt et celle de l'installation des conseillers.

voorgedragen worden, dient een amendement in om de vereiste tweederde der handtekeningen van de verkozenen van eenzelfde lijst te vervangen door drievierde (Stuk n° 23/8-II).

Een lid wijst er in dit verband op dat dit amendement geen wijziging ten gronde met zich brengt en dat derhalve het bezwaar als zou in het wetsvoorstel het wantrouwen zijn ingebouwd ten opzichte van de raadsleden, niet wordt weggenomen.

Het amendement van de heer De Loor wordt verworpen met 10 tegen 6 stemmen en één onthouding.

Bij de besprekking van dit artikel wijst een lid erop dat de leden van eenzelfde fractie gebonden zijn door de handtekening van tweederde van de leden van die fractie. Wat gebeurt er echter indien een of meerdere ondertekenaars zich terugtrekken vóór de installatievergadering en opgevolgd worden door een opvolger die niet wenst mede te ondertekenen ? Wordt de voordracht al dan niet geannuleerd en wat is het standpunt dat hier moet worden ingenomen ?

Een lid verklaart dat de voordrachtake slechts geldig is indien ze blijft voldoen aan de gestelde voorwaarden. De voordrachtilst moet geldig zijn op het ogenblik van de installatievergadering en bij de aanstelling van de schepenen, zo niet dient de aanstelling te gebeuren door middel van een openbare stemming in openbare vergadering. Indien één van de ondertekenaars de eed niet aflegt, is de lijst ongeldig en dient de andere formule van aanstelling te worden toegepast.

Een ander lid is het niet eens met deze zienswijze. Een dergelijke interpretatie zou de deur opnieuw openen voor praktijken waaraan dit voorstel een einde wil maken. Om de wet te onzien zou men aldus aan een verkozen die de voordrachtake ondertekend heeft nadien kunnen vragen de eed niet af te leggen, zoals alles opnieuw mogelijk wordt. Hetzelfde lid stelt dat men het risico, dat gepaard gaat met het feit dat iemand de eed niet wenst af te leggen, erbij moet nemen doch dat de voordrachtake in ieder geval geldig moet blijven zolang aan de vereiste van de tweederde is voldaan.

In dit verband wijst de vorige spreker er op dat de handtekening van de verkozenen die getekend hebben en raadslid blijven, eveneens geldig blijft. Indien iemand die getekend heeft, op het ogenblik van de installatievergadering geen raadslid wordt en hierdoor de vereiste tweederde der handtekeningen van dezelfde lijst niet meer wordt bereikt, is de voordracht ongeldig en dient er gestemd te worden volgens het systeem van de openbare stemming in openbare vergadering.

De heer Temmerman wijst er echter op dat na de ondertekening druk kan worden uitgeoefend op de verkozen om zich terug te trekken teneinde het vereiste quorum van twee derde te verliezen. In dit geval herbegint het verfoelijker spelletje. Het probleem kan zich trouwens ook stellen indien één der ondertekenaars overlijdt, ontslag neemt of niet langer voldoet aan de voorwaarden inzake verkiebaarheid.

In dit verband dient hij een subamendement in waarbij is bepaald dat de voordrachten ongeldig worden ingeval één of meer der gekozen raadsleden-ondertekenaars bij de eerste vergadering van de gemeenteraad niet aan de eedaflegging deelnemen hetzij ingevolge onverenigbaarheid, hetzij wegens ontslag, zodat de vereiste twee derde niet meer verzekerd zijn (Stuk n° 23/8-I).

Het subamendement van de heer Temmerman wordt verworpen met 12 tegen 5 stemmen en één onthouding.

De Commissie meent ten slotte dat een geldig gedane voordracht « onherroepelijk » is, wat er ook mag gebeuren tussen de datum van de indiening en de installatie van de raadsleden.

Art. 2

Un membre signale que suite à l'insertion d'un article 2 dans l'amendement proposé par MM. Detremmerie, Coppieters, Cardoen et Vankeirsbilck (Doc. n° 23/6), il y a lieu de modifier l'intitulé de la proposition de loi comme suit : « Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi communale et l'article 75 de la loi électorale communale ».

Votes

Pour le vote de l'article 1, la Commission décide d'adopter comme texte de base le texte de l'amendement de MM. Detremmerie, Coppieters, Cardoen et Vankeirsbilck (Doc. n° 23/6).

Les auteurs des amendements restant encore à examiner décident alors de retirer leurs amendements.

Les neuf premiers alinéas de l'article 1 concernant la nomination du bourgmestre sont adoptés par 12 voix contre une et 5 abstentions.

Les autres alinéas de l'article 1 concernant la nomination des échevins, tels qu'ils ont été modifiés par l'amendement de M. Temmerman (Doc. n° 23/7), sont adoptés par 12 voix et 6 abstentions.

L'article 2, que l'amendement de MM. Detremmerie, Coppieters, Cardoen et Vankeirsbilck (Doc. n° 23/6) propose d'ajouter, est adopté par 12 voix et 6 abstentions.

* * *

Par suite de l'adoption de ce nouvel article 2, il faut évidemment faire mention, dans l'intitulé de la proposition de loi, de la modification apportée à l'article 75 de la loi électorale communale.

Enfin, la proposition amendée telle qu'elle figure ci-après est adoptée par 12 voix et 6 abstentions.

Le Rapporteur,

E. VANKEIRSBILCK

Le Président,

J.-B. DELHAYE

Art. 2

Een lid wijst er op dat door het toevoegen van een artikel 2 zoals voorgesteld in het amendement van de heren Detremmerie, Coppieters, Cardoen en Vankeirsbilck (Stuk n° 23/6) het opschrift van het wetsvoorstel dient gewijzigd te worden als volgt : « Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 van de gemeentewet en van artikel 75 van de gemeenteekieswet ».

Stemmingen

Met het oog op de stemming over artikel 1 besluit de Commissie de tekst van het amendement van de heren Detremmerie, Coppieters, Cardoen en Vankeirsbilck als basistekst te nemen (Stuk n° 23/6).

Daarop trekken de indieners van de nog aanhangige amendementen deze in.

De eerste negen leden van artikel 1 met betrekking tot de benoeming van de burgemeester worden aangenomen met 12 tegen 1 stem en 5 onthoudingen.

De overige leden van artikel 1 met betrekking tot de benoeming van de schepenen, zoals die gewijzigd zijn door het amendement van de heer Temmerman (Stuk n° 23/7), worden aangenomen met 12 stemmen en 6 onthoudingen.

Artikel 2, waarvan de toevoeging wordt voorgesteld in het amendement van de heren Detremmerie, Coppieters, Cardoen en Vankeirsbilck (Stuk n° 23/6), wordt aangenomen met 12 stemmen en 6 onthoudingen.

* * *

Door de aanneming van dit nieuwe artikel 2 dient in het opschrift van het wetsvoorstel vanzelfsprekend verwezen te worden naar de wijziging die wordt aangebracht in artikel 75 van de gemeenteekieswet.

Ten slotte wordt het gewijzigde wetsvoorstel, zoals het hierna voorkomt aangenomen met 12 stemmen en 6 onthoudingen.

De Rapporteur,

E. VANKEIRSBILCK

De Voorzitter,

J.-B. DELHAYE

IV. — TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

(Nouvel intitulé)

Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi communale et l'article 75 de la loi électorale communale

Article 1^{er}

L'article 2 de la loi communale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. — Les conseillers communaux sont élus directement par l'ensemble des électeurs de la commune.

Le bourgmestre est nommé par le Roi au sein du conseil.

Un des élus peut être présenté aux fonctions de bourgmestre par une majorité d'entre eux ou au nom de celle-ci.

Le candidat présenté par les 2/3 au moins des élus d'une même liste est réputé présenté par tous les élus de cette liste qui, par cela seul, ont épousé leur droit de présentation.

La présentation est déposée entre les mains du gouverneur de la province par un ou plusieurs signataires au plus tard 14 jours après que le conseil communal aura reçu la notification visée aux articles 75, 76 et 77 de la loi électorale communale, selon le cas.

Le délai de quatorze jours prend cours à dater de la réception du pli contenant notification, la date de la poste faisant foi.

Le gouverneur donne sans délai acte du dépôt de la présentation faite entre ses mains. A partir de ce moment, la présentation est irrévocabile.

Néanmoins, le Roi peut, de l'avis conforme de la députation permanente, nommer le bourgmestre en dehors du conseil communal parmi les électeurs de la commune âgés de vingt-cinq ans accomplis.

Le bourgmestre, lorsqu'il est nommé en dehors du conseil communal, a, dans tous les cas, voix délibérative au sein du collège des bourgmestres et échevins. Il est de droit président du conseil communal avec voix consultative.

Les échevins sont élus par le conseil communal, parmi ses membres.

Une liste de présentation comportant autant de noms que le nombre d'échevins prévus par l'article 3 pour la commune intéressée peut, dans les conditions déterminées ci-après, être déposée par une majorité de candidats élus ou au nom de celle-ci.

Les candidats présentés par les 2/3 au moins des élus d'une même liste sont réputés présentés par tous les élus de cette liste qui, par cela seul, ont épousé leur droit de présentation.

Pour chaque titulaire, il peut être présenté autant de suppléants qu'il y a d'échevins effectifs à élire. Ces suppléants sont appelés à remplacer les effectifs du même rang qui viendraient à décéder avant la séance d'installation ou qui ne voudraient ou ne pourraient prêter serment.

La liste de présentation est déposée entre les mains du bourgmestre ou de son remplaçant au plus tard quatorze jours après que le conseil communal aura reçu la notification visée aux articles 75, 76 et 77 de la loi électorale communale, selon le cas.

Le bourgmestre prend acte du dépôt ainsi fait entre ses mains. A partir de ce moment, les présentations sont irrévocabiles.

IV. — TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

(Nieuw opschrift)

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 van de gemeentewet en van artikel 75 van de gemeentekieswet

Artikel 1

Artikel 2 van de gemeentewet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 2. — De raadsleden worden rechtstreeks gekozen door alle kiezers van de gemeente.

De burgemeester wordt door de Koning benoemd uit de leden van de raad.

Een van de gekozenen kan voor het ambt van burgemeester door een meerderheid onder hen of namens die meerderheid worden voorgedragen.

De kandidaat die door ten minste tweederde van de gekozenen van een zelfde lijst is voorgedragen, wordt geacht door alle gekozenen van die lijst te zijn voorgedragen, die daardoor hun voordrachtrecht hebben uitgeput.

De voordracht wordt bij de gouverneur van de provincie door één of meer ondertekenaars ingediend uiterlijk veertien dagen nadat de gemeenteraad de kennisgeving bedoeld in de artikelen 75, 76 en 77 van de gemeentewet heeft ontvangen, al naar het geval.

De termijn van veertien dagen gaat in vanaf de dag van de ontvangst van de zending met de kennisgeving, de post-datum geldt als bewijs.

De gouverneur geeft onverwijld akte van de hem overhandigde voordracht. Vanaf dat ogenblik is de voordracht onherroepelijk.

Niettemin kan de Koning, op eensluidend advies van de bestendige deputatie, de burgemeester buiten de gemeenteraad benoemen uit de gemeenteraadskiezers die volle vijfentwintig jaar oud zijn.

De burgemeester die buiten de gemeenteraad is benoemd, is in alle gevallen stemgerechtigd in het college van burgemeester en schepenen. Hij is van rechtswege voorzitter van de raad en heeft daarin een raadgevende stem.

De schepenen worden door de gemeenteraad uit zijn midden gekozen.

Een voordrachtlijst met evenveel namen als het aantal schepenen bepaald door artikel 3 voor de betrokken gemeente kan, op de hierna vastgestelde voorwaarden, door een meerderheid van gekozen kandidaten of namens deze worden ingediend.

De kandidaten die door ten minste tweederde van de gekozenen van een zelfde lijst zijn voorgedragen, worden geacht door alle gekozenen van die lijst te zijn voorgedragen, die daardoor hun voordrachtrecht hebben uitgeput.

Voor elke titularis mogen zoveel opvolgers worden voorgedragen als er effectieve schepenen te verkiezen zijn. Die opvolgers moeten de titularissen van dezelfde rang vervangen die mochten overlijden vóór de installatievergadering of die de eed niet willen of kunnen afleggen.

De voordrachtlijst wordt bij de burgemeester of bij zijn plaatsvervanger ingediend uiterlijk veertien dagen na ontvangst door de gemeenteraad van de kennisgeving bedoeld in de artikelen 75, 76 en 77 van de gemeentekieswet, al naar het geval.

De burgemeester neemt akte van de hem aldus overhandigde voordracht. Vanaf dat ogenblik zijn de voordrachten onherroepelijk.

Le bourgmestre transmet dans les vingt-quatre heures la liste de présentation au gouverneur de la province accompagnée de ses observations s'il échet.

Le gouverneur inscrit la liste ainsi reçue dans un registre à ce destiné.

Les candidats présentés régulièrement sont proclamés élus par le bourgmestre lors de la séance d'installation.

Si aucune liste n'a été déposée, si la liste ne comporte pas un nombre de candidats égal au nombre d'échevins à nommer ou si elle n'a pas été déposée conformément à la procédure prévue par les alinéas précédents, les échevins sont élus par le conseil au cours de la séance d'installation.

Par dérogation à l'article 71, alinéa 3, l'élection a lieu au scrutin public et à la majorité absolue, par autant de scrutins séparés qu'il y a d'échevins à élire.

Si après deux scrutins, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Si, à l'occasion du ballottage, il y a égalité de voix, le candidat, qui a la plus grande ancienneté ininterrompue en qualité de conseiller communal, l'emporte.

A ancienneté égale, le plus jeune est préféré.

A l'occasion des scrutins séparés, il ne peut être voté valablement que sur le nom des candidats qui, avant le commencement des votes se sont proposés au suffrage, soit par écrit, soit par une déclaration publique au cours de la séance d'installation.

Le rang des échevins est déterminé par l'ordre dans lequel ils ont été élus.

Si, hors des cas prévus aux articles 93 et 107, il y a lieu de pourvoir au remplacement du bourgmestre ou d'un ou plusieurs échevins, la même procédure que celle prévue lors du renouvellement du conseil doit être suivie.

Dans ce cas, le délai de quatorze jours pour la présentation du ou des candidats prend cours à la date à laquelle le conseil a pris acte de la vacance.

En outre, s'il s'agit du remplacement d'échevins, la vacance est signifiée, dans un délai de trois jours, au gouverneur de province.

Celui-ci, en respectant les délais précités, fait savoir au conseil communal s'il y a des listes de présentation valables.

A la première séance du conseil communal qui suit cette communication, le conseil en prend acte.

Si une liste de présentation a été régulièrement déposée, l'échevin ou les échevins présentés sont proclamés élus par le conseil.

Dans le cas contraire, il est procédé au scrutin suivant la procédure décrite aux alinéas précédents.

Les règles relatives à la démission du mandat de conseiller communal s'appliquent à la démission des fonctions d'échevins. »

Art. 2

Le dernier alinéa du § 2 de l'article 75 de la loi électorale communale est complété comme suit :

« Il en est donné notification par la députation permanente au conseil communal. »

De burgemeester zendt binnen vierentwintig uren aan de gouverneur van de provincie de voordrachtlijst over, vergezeld van zijn eventuele opmerkingen.

De gouverneur schrijft de aldus ontvangen lijst in een daartoe bestemd register in.

De regelmatig voorgedragen kandidaten worden door de burgemeester gekozen verklaard tijdens de installatievergadering.

Indien geen enkele lijst is ingediend, indien de lijst geen aantal kandidaten bevat dat gelijk is aan het aantal te benoemen schepenen of indien zij niet is ingediend overeenkomstig de in de vorige alinea's bepaalde procedure, worden de schepenen door de raad gekozen tijdens de installatievergadering.

In afwijking van artikel 71, derde lid, geschiedt de verkiezing bij openbare stemming en bij volstrekte meerderheid in evenveel afzonderlijke stembeurten als er schepenen gekozen moeten worden.

Indien geen kandidaat na twee stembeurten de volstrekte meerderheid heeft behaald, geschiedt herstemming over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Staken de stemmen bij de herstemming, dan is die kandidaat gekozen die de grootste ononderbroken ancienniteit als gemeenteraadslid heeft.

Bij gelijke ancienniteit wordt de voorkeur aan de jongste gegeven.

Bij de afzonderlijke stemmingen kan alleen geldig gestemd worden op de naam van de kandidaten die zich vóór het begin van de stemmingen kandidaat hebben gesteld, hetzij schriftelijk, hetzij door een openbare verklaring tijdens de installatievergadering.

De rang van de schepenen wordt bepaald door de volgorde waarin zij gekozen zijn.

Indien buiten de gevallen bepaald in de artikelen 93 en 107 moet worden voorzien in de vervanging van de burgemeester of van één of meer schepenen, wordt dezelfde procedure gevolgd als die is voorgeschreven bij de vernieuwing van de raad.

In dat geval gaat de termijn van veertien dagen voor de voordracht van de kandidaat of kandidaten in op de datum waarop de raad akte van het openvallen van het mandaat heeft genomen.

Gaat het om de vervanging van schepenen, dan wordt het openvallen van het mandaat binnen een termijn van drie dagen aan de provinciegouverneur betekend.

Met inachtneming van de vorenvermelde termijnen laat deze aan de gemeenteraad weten of er geldige voordrachtlijsten zijn.

Tijdens de eerste vergadering van de gemeenteraad die op deze mededeling volgt, neemt de raad daarvan akte.

Indien een voordrachtlijst regelmatig is ingediend, worden de voorgedragen schepen of schepenen door de raad gekozen verklaard.

In het tegenovergestelde geval wordt overgegaan tot de stemming overeenkomstig de in de vorige alinea's beschreven procedure.

De regels betreffende de ontslagneming als raadslid zijn mede van toepassing op de ontslagneming als schepen. »

Art. 2

Het laatste lid van § 2 van artikel 75 van de gemeentekieswet wordt aangevuld als volgt :

« Daarvan wordt aan de gemeenteraad door de bestendige deputatie kennis gegeven. »

V. — ANNEXES

Statistique — Bourgmestres

A. FLANDRE

Nominations hors conseil	0
Non présentés par une majorité des conseillers	0
Kontich (à défaut de majorité) (A.R. 10.5.1977, 22.12.1977).	0
Mortsel (pour cause de dissidence au sein de la majorité).	0
Nominations avant le 1er décembre 1976	11
Nominations en décembre 1976	233
Nominations après le 31 décembre 1976	71
<i>Nouvelles élections</i>	6
Anvers (A.R. 10.8.1977, 10.8.1977). Flandre occidentale (A.R. 20.10.1977). Limbourg (A.R. 13.5.1977, 14.7.1977). Flandre orientale (A.R. 22.8.1977).	
<i>Recours Conseil d'Etat</i>	32
Anvers (A.R. 4.3.1977, 16.3.1977, 1.4.1977, 18.5.1977, 4.10.1977). Flandre occidentale (A.R. 24.2.1977, 16.3.1977, 29.3.1977, 12.4.1977, 12.4.1977, 15.4.1977, 4.7.1977). Brabant (Arr. Hal-Vilvorde-Louvain) (A.R. 15.4.1977, 7.1.1977, 18.3.1977, 24.2.1977, 26.5.1977). Limbourg (A.R. 6.5.1977, 11.3.1977, 25.1.1977). Flandre orientale (A.R. 24.2.1977, 24.2.1977, 4.3.1977, 16.3.1977, 18.3.1977, 25.3.1977, 1.4.1977, 22.4.1977, 13.5.1977, 1.7.1977, 14.7.1977, 4.11.1977).	
<i>Difficulté de former une coalition</i>	5
Anvers (A.R. 19.1.1977, 9.2.1977). Brabant (Arr. Hal-Vilvorde-Louvain) (A.R. 21.1.1977). Limbourg (A.R. 10.8.1977, 6.5.1977).	
<i>Pour cause d'introduction et d'établissement tardifs du dossier</i>	22
Anvers (A.R. 6.1.1977, 19.1.1977). Flandre occidentale (A.R. 14.1.1977, 19.1.1977, 20.1.1977). Brabant (Arr. Hal-Vilvorde-Louvain) (A.R. 20.1.1977, 18.1.1977, 20.1.1977, 20.1.1977, 20.1.1977, 19.1.1977). Limbourg (A.R. 7.1.1977, 24.2.1977, 25.1.1977). Flandre orientale (A.R. 6.1.1977, 6.1.1977, 13.1.1977, 1.2.1977, 2.3.1977, 4.3.1977, 9.11.1977, 24.3.1978).	
<i>Non retenue du premier candidat (condamnation)</i>	1
Flandre occidentale (A.R. 4.3.1977).	
<i>Incompatibilité avec la fonction de bourgmestre</i>	1
Flandre orientale (A.R. 10.2.1977).	
<i>Pour cause de séjour prolongé au Cabinet</i>	2
Flandre occidentale (A.R. 11.1.1977, 20.1.1977).	
<i>N.B. Voir début de la rubrique : Non présentés par une majorité des conseillers</i>	2
(Kontich et Mortsel) (A.R. 10.5.1977, 22.12.1977).	
1. Province d'Anvers 77 communes	
<i>Nomination hors conseil</i>	0
<i>Nominations non présentées par une majorité à défaut de majorité et</i>	0
1 (Kontich) pour cause de dissidence au sein du parti majoritaire.	0
A.R. antérieur au 1.12.1976	0
A.R. pris en décembre 1976	64
A.R. pris après décembre 1976	13
Total	77

V. — BIJLAGEN

Statistiek — Burgemeesters

A. VLAANDEREN

Benoeming buiten de raad	0
2 Niet voorgedragen door een meerderheid der raadsleden	2
Kontich (wegen ontbreken van een meerderheidsvorming) (K.B. 10.5.1977, 22.12.1977). Mortsel (wegen scheuring in de meerderheidspartij).	
11 Benoemingen voor 1 december 1976	11
233 Benoemingen in december 1976	233
71 Benoemingen na 31 december 1976	71
6 Nieuwe verkiezingen	6
Antwerpen (K.B. 10.8.1977, 10.8.1977). West-Vlaanderen (K.B. 20.10.1977). Limburg (K.B. 13.5.1977, 14.7.1977). Oost-Vlaanderen (K.B. 22.8.1977).	
32 Beroep Raad van State	32
Antwerpen (K.B. 4.3.1977, 16.3.1977, 1.4.1977, 18.5.1977, 4.10.1977). West-Vlaanderen (K.B. 24.2.1977, 16.3.1977, 29.3.1977, 12.4.1977, 12.4.1977, 15.4.1977, 4.7.1977). Brabant (Arr. Halle-Vilvoorde-Leuven) (K.B. 15.4.1977, 7.1.1977, 18.3.1977, 24.2.1977, 26.5.1977). Limburg (K.B. 6.5.1977, 11.3.1977, 25.1.1977). Oost-Vlaanderen (K.B. 24.2.1977, 24.2.1977, 4.3.1977, 16.3.1977, 18.3.1977, 25.3.1977, 1.4.1977, 22.4.1977, 13.5.1977, 1.7.1977, 14.7.1977, 4.11.1977).	
5 Moeilijke coalitievorming	5
Antwerpen (K.B. 19.1.1977, 9.2.1977). Brabant (Arr. Halle-Vilvoorde-Leuven) (K.B. 21.1.1977). Limburg (K.B. 10.8.1977, 6.5.1977).	
22 Wegens late voorstellen en opstellen van het dossier	22
Antwerpen (K.B. 6.1.1977, 19.1.1977). West-Vlaanderen (K.B. 14.1.1977, 19.1.1977, 20.1.1977). Brabant (Arr. Halle-Vilvoorde-Leuven) (K.B. 20.1.1977, 18.1.1977, 20.1.1977, 20.1.1977, 19.1.1977). Limburg (K.B. 7.1.1977, 24.2.1977, 25.1.1977). Oost-Vlaanderen (K.B. 6.1.1977, 6.1.1977, 13.1.1977, 1.2.1977, 2.3.1977, 4.3.1977, 9.11.1977, 24.3.1978).	
1 Wegens niet weerhouden van eerste kandidaat (veroordeling)	1
West-Vlaanderen (K.B. 4.3.1977).	
1 Onverenigbaarheid met burgemeesterschap	1
Oost-Vlaanderen (K.B. 10.2.1977).	
2 Wegens lang verblijf op Kabinet	2
West-Vlaanderen (K.B. 11.1.1977, 20.1.1977).	
2 N.B. Zie in aanvang rubriek : Niet voorgedragen door een meerderheid der raadsleden	2
(Kontich en Mortsel) (K.B. 10.5.1977, 22.12.1977).	
1. Provincie Antwerpen 77 gemeenten	
0 Benoeming buiten de raad	0
2 Benoemingen niet voorgedragen door meerderheid	2
1 (Kontich) wegens ontbreken van een meerderheidsvorming en 1 (Mortsel) wegens een scheuring in de meerderheidspartij.	
K.B. vóór 1.12.1976	0
K.B. in december 1976	64
K.B. na december 1976	13
Totaal	77

Après le 31.12.1976

Pour cause de recours au Conseil d'Etat (A.R. 4.3.1977, 16.3.1977, 1.4.1977, 18.5.1977, 4.10.1977) : 5.
 Pour cause de nouvelles élections (A.R. 10.8.1977, idem) : 2.
 Pour cause de difficulté de former une majorité (A.R. 19.1.1977, 9.2.1977) : 2.
 Pour cause d'introduction et d'établissement tardifs du dossier (A.R. 6.1.1977, 19.1.1977) : 2.
 Pour cause de nominations intervenues en dehors de la majorité (A.R. 10.5.1977, 22.12.1977) : 2.

2. Province de Brabant*Arrondissements de Hal-Vilvoorde-Louvain*
65 communes

Nomination hors conseil ou hors majorité	...	...	...	...	...	0
A.R. antérieur au 1er décembre 1976	...	...	...	...	...	0
A.R. pris en décembre 1976	...	...	...	...	...	53
A.R. pris après le 31 décembre 1976	...	...	...	...	...	12
Total	...	...	...	...	65	

Après le 31 décembre 1976

Pour cause de recours au Conseil d'Etat (A.R. 15.4.1977, 7.1.1977, 18.3.1977, 24.2.1977, 26.5.1977) : 5.
 Pour cause de formation de coalition difficile (A.R. 21.1.1977) : 1.
 Pour cause d'introduction et d'établissement tardifs du dossier (A.R. 20.1.1977, 18.1.1977, 20.1.1977, 20.1.1977, 20.1.1977, 19.1.1977) : 6.

3. Province de Limbourg

44 communes

Nominations hors conseil	...	...	...	...	...	0
Nominations hors majorité	...	...	...	...	...	0
A.R. antérieur au 1er décembre 1976	...	...	...	...	...	0
A.R. pris en décembre 1976	...	...	...	...	...	34
A.R. pris après le 31 décembre 1976	...	...	...	...	...	10
Total	...	...	...	...	44	

Après le 31 décembre 1976

Nouvelles élections (A.R. 13.5.1977, 14.7.1977) : 2.
 Pour cause de recours au Conseil d'Etat (A.R. 6.5.1977, 11.3.1977, 25.1.1977) : 3.
 Pour cause d'introduction et d'établissement tardifs du dossier (A.R. 7.1.1977, 24.2.1977, 25.1.1977) : 3.
 Pour cause de formation de coalition difficile (A.R. 10.8.1977, 6.5.1977) : 2.

4. Province de Flandre Orientale

65 communes

Nominations hors conseil	...	...	...	...	...	0
Candidats non présentés par une majorité des conseillers	...	...	...	...	...	0
Après les élections et avant décembre 1976	...	...	...	...	...	11
En décembre 1976	...	...	...	...	...	32
En 1977	...	...	...	...	...	21
En 1978	...	...	...	...	...	1
Total	...	...	...	...	65	

Après le 31 décembre 1976

Pour cause de recours au Conseil d'Etat (A.R. 24.2.1977 (2 x), 4.3.1977, 16.3.1977, 18.3.1977, 25.3.1977, 1.4.1977, 22.4.1977, 13.5.1977, 1.7.1977, 14.7.1977, 4.11.1977) : 12.
 Pour cause d'introduction tardive des propositions (A.R. 6.1.1977 (2 x), 13.1.1977, 1.2.1977, 2.3.1977, 4.3.1977, 9.11.1977, 24.3.1978) : 8.
 Incompatibilité avec la fonction de bourgmestre (A.R. 10.2.1977) : 1.
 Nouvelles élections (A.R. 22.8.1977) : 1.

5. Province de Flandre Occidentale

64 communes

Nomination hors conseil ou hors majorité	...	...	...	...	...	0
A.R. antérieur au 1er décembre 1976	...	...	...	...	...	0
A.R. pris en décembre 1976	...	...	...	...	...	50
A.R. pris après le 31 décembre 1976	...	...	...	...	...	14
Total	...	...	...	64		

13. Na 31.12.1976

Wegens beroep bij de R.V.S. (K.B. 4.3.1977, 16.3.1977, 1.4.1977, 18.5.1977, 4.10.1977) : 5.
 Wegens nieuwe verkiezingen (K.B. 10.8.1977, idem) : 2.
 Wegens moeilijke coalitievorming (K.B. 19.1.1977, 9.2.1977) : 2.
 Wegens late voorstellen en opstellen van dossier (K.B. 6.1.1977, 19.1.1977) : 2.
 Wegens benoemingen buiten de meerderheid (K.B. 10.5.1977, 22.12.1977) : 2.

2. Provincie Brabant*Arrondissementen Halle-Vilvoorde en Leuven*
65 gemeenten

Benoeming buiten de raad of buiten de meerderheid	...	...	...	...	...	0
K.B. vóór 1 december 1976	...	...	...	...	...	0
K.B. in december 1976	...	...	...	...	...	53
K.B. na 31 december 1976	...	...	...	...	...	12
Totaal	...	...	...	65		

12. Na 31 december 1976

Wegens beroep bij de R.V.S. (K.B. 15.4.1977, 7.1.1977, 18.3.1977, 24.2.1977, 26.5.1977) : 5.
 Wegens moeilijke coalitievorming (K.B. 21.1.1977) : 1.

Wegens late voorstellen en opstellen van dossier (K.B. 20.1.1977, 18.1.1977, 20.1.1977, 20.1.1977, 19.1.1977) : 6.

3. Provincie Limburg

44 gemeenten

Benoemingen buiten de raad	...	...	...	...	...	0
Benoemingen buiten de meerderheid	...	...	...	...	...	0
K.B. vóór 1 december 1976	...	...	...	...	...	0
K.B. in december 1976	...	...	...	...	...	34
K.B. na 31 december 1976	...	...	...	...	...	10
Totaal	...	...	...	44		

10. Na 31 december 1976

Nieuwe verkiezingen (K.B. 13.5.1977, 14.7.1977) : 2.
 Wegens beroep bij de R.V.S. (K.B. 6.5.1977, 11.3.1977, 25.1.1977) : 3.
 Wegens late voorstellen en opstellen van dossier (K.B. 7.1.1977, 24.2.1977, 25.1.1977) : 3.
 Wegens moeilijke coalitievorming (K.B. 10.8.1977, 6.5.1977) : 2.

4. Provincie Oost-Vlaanderen

65 gemeenten

Benoemingen buiten de raad	...	...	...	...	...	0
Niet door meerderheid van raadsleden voorgedragen	...	...	...	...	...	0
Na de verkiezingen en vóór december 1976	...	...	...	...	...	11
In december 1976	...	...	...	...	...	32
In 1977	...	...	...	...	...	21
In 1978	...	...	...	...	...	1
Totaal	...	...	...	65		

22. Na 31 december 1976

Wegens beroep bij R.V.S. (K.B. 24.2.1977 (2 x), 4.3.1977, 16.3.1977, 18.3.1977, 25.3.1977, 1.4.1977, 22.4.1977, 13.5.1977, 1.7.1977, 14.7.1977, 4.11.1977) : 12.

Wegens laattijdige voorstellen (K.B. 6.1.1977 (2 x), 13.1.1977, 1.2.1977, 2.3.1977, 4.3.1977, 9.11.1977, 24.3.1978) : 8.

Onverenigbaarheid met burgemeesterschap (K.B. 10.2.1977) : 1.

Nieuwe verkiezingen (K.B. 22.8.1977) : 1.

5. Provincie West-Vlaanderen

64 gemeenten

Benoeming buiten de raad of buiten de meerderheid	...	...	...	...	...	0
K.B. vóór 1 december 1976	...	...	...	...	...	0
K.B. in december 1976	...	...	...	...	...	50
K.B. na 31 december 1976	...	...	...	...	...	14
Totaal	...	...	...	64		

Après le 31 décembre 1976

Pour cause de recours au Conseil d'Etat (A.R. 24.2.1977, 16.3.1977, 29.3.1977, 12.4.1977, 12.4.1977, 15.4.1977, 4.7.1977) : 7.

Pour cause de nouvelles élections suivies d'un recours au Conseil d'Etat (A.R. 20.10.1977) : 1.

Pour cause de non retenue du premier candidat (condamnation) (A.R. 4.3.1977) : 1.

Pour cause d'introduction tardive des propositions (A.R. 14.1.1977, 19.1.1977, 20.1.1977) : 3.

Pour cause de séjour prolongé au Cabinet (A.R. 11.1.1977, 20.1.1977) : 2.

B. BRUXELLES-CAPITALE ET WALLONIE

Sur 281 communes
(19 communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale et 262 en Wallonie)

Aucun bourgmestre nommé en dehors du conseil.

Au moment de leur nomination, tous les bourgmestres étaient présentés par une majorité de conseillers. Immédiatement après la nomination des éclatements de cette majorité ont pu se produire, notamment à Aywaille (Liège), La Bruyère (Namur) et Forest (Bruxelles-Capitale).

12 bourgmestres ont été nommés avant le 1^{er} décembre 1976;
235 bourgmestres ont été nommés en décembre 1976;
34 bourgmestres ont été nommés après le 1^{er} janvier 1977.

281

Bourgmestres nommés après le 1^{er} janvier 1977

14 Na 31 december 1976

Wegens beroep bij R.V.S. (K.B. 24.2.1977, 16.3.1977, 29.3.1977, 12.4.1977, 12.4.1977, 15.4.1977, 4.7.1977) : 7.

Wegens nieuwe verkiezingen gevolgd door beroep R.V.S. (K.B. 20.10.1977) : 1.

Wegens niet weerhouden van eerste kandidaat (veroordeling) (K.B. 4.3.1977) : 1.

Wegens laattijdige voorstellen (K.B. 14.1.1977, 19.1.1977, 20.1.1977) : 3.

Wegens lang verblijf op Kabinet (K.B. 11.1.1977, 20.1.1977) : 2.

B. BRUSSEL-HOOFDSTAD EN WALLONIE

Op 281 gemeenten
(19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad en 262 in Wallonië)

Geen enkele burgemeester werd buiten de raad benoemd.

Op het ogenblik van hun benoeming werden alle burgemeesters voorgesteld door een meerderheid van raadsleden. Onmiddellijk na de benoeming kan de meerderheid uiteengespat zijn, met name te Aywaille (Luik), La Bruyère (Namur) en Vorst (Brussel-Hoofdstad).

12 burgemeesters werden benoemd voor 1 december 1976;
235 burgemeesters werden benoemd in december 1976;
34 burgemeesters werden benoemd na 1 januari 1977.

281

Burgemeesters benoemd na 1 januari 1977

Communes Gemeenten	A.R. K.B.	Présentation reçue le Voordracht ontvangen op	Observations Opmerkingen
Arrondissement de Bruxelles-Capitale. — Arrondissement Brussel-Hoofdstad :			
1. Anderlecht	3. 1.1977	27.12.1976	
2. Evere	3. 1.1977	30.12.1976	
3. Schaerbeek. — Schaarbeek ...	7. 1.1977	4. 1.1977	
4. Saint-Josse-ten-Noode. — Sint-Joost-ten-Node	16. 2.1977	15. 2.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 15.2.1977. — Beroep bij R.V.S. — Verworpen : op 15.2.1977.
5. Woluwe-Saint-Lambert. — Sint-Lambrechts-Woluwe	15. 3.1977	9. 3.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 4.3.1977. — Beroep bij de R.V.S. — Verworpen : op 4.3.1977.
Wallonie. — Wallonië :			
6. Orp-Jauche (Brab.)	3. 1.1977	24.12.1976	
7. Le Rœulx (Ht. — Hen.)	6. 1.1977	29.12.1976	
8. Arlon (Lux.)	6. 1.1977	23.11.1976	Défection momentanée d'un conseiller ayant signé la liste de présentation. — Tijdelijke afvalligheid van een raadslid dat de voordrachtlijst ondertekende.
9. Chiny (Lux.)	6. 1.1977	21.12.1976	Défection momentanée d'un conseiller ayant signé la liste de présentation. — Tijdelijke afvalligheid van een raadslid dat de voordrachtlijst ondertekende.
10. Neupré (Lg. — Lk)	13. 1.1977	10. 1.1977	Avis du procureur général demandé le 3.12.1976 et donné à la province le 6.1.1977. — Advies van de procureur-generaal gevraagd op 3.12.1976 en aan de provincie verstrekt op 6.1.1977.
11. Gesves (Nr. — Nam.)	14. 1.1977	10. 1.1977	Liste de présentation signée par un transfuge qui devient échevin. — Voordrachtlijst ondertekend door een overloper die schepen wordt.
12. Beauraing (Nr. — Nam.)	18. 1.1977	—	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 11.1.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 11.1.1977.

Communes — Gemeenten	A.R. — K.B.	Présentation reçue le — Voordracht ontvangen op	Observations — Opmerkingen
13. La Hulpe (Brab.)	18. 1.1977	13. 1.1977	Avis du procureur général demandé le 30.12.1976 et donné à la province le 10.1.1977. — Advies van de procureur-generaal gevraagd op 30.12.1976 en aan de provincie verstrekt op 10.1.1977.
14. Hamois (Nr. — Nam.)	25. 1.1977	11. 1.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 13.1.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 13.1.1977.
15. Vresse-sur-Semois (Nr. — Nam.)	25. 1.1977	15.12.1976	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 13.1.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 13.1.1977.
16. Butgenbach (Lg. — Lk)	25. 1.1977	19. 1.1977	Double présentation — Avis du procureur général donné le 11.1.1977 — Candidat de la majorité. — Dubbele voordracht — Advies van de procureur-generaal verstrekt op 11.1.1977 — Kandidaat van de meerderheid.
17. Eghezée (Nr. — Nam.)	1. 2.1977	27. 1.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 14.1.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 14.1.1977.
18. Trooz (Lg. — Lk)	9. 2.1977	3. 2.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 28.1.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 28.1.1977.
19. Soumagne (Lg. — Lk)	10. 2.1977	2. 2.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 26.1.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 26.1.1977.
20. Andenne (Nr. — Nam.)	15. 2.1977	27. 1.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 26.1.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 26.1.1977.
21. Grez-Doiceau (Brab.)	18. 2.1977	7. 2.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 31.1.1977 — Double présentation — Un transfuge en faveur du candidat nommé. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 31.1.1977 — Dubbele voordracht — Een overloper ten gunste van de benoemde kandidaat.
22. Couvin (Nr. — Nam.)	16. 2.1977	8. 2.1977	Attendu que cesse une incompatibilité. — Wegens verdwijnen van een onverenigbaarheid.
23. Oreye (Lg. — Lk)	16. 2.1977	7. 2.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 28.1.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 28.1.1977.
24. Chimay (Ht. — Hen.)	24. 2.1977	15. 2.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 10.2.1977. — Beroep bij de Raad van Staat — Verworpen : op 10.2.1977.
25. Stavelot (Lg. — Lk)	24. 2.1977	13. 2.1977 (1)	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 18.2.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 18.2.1977.
26. Bièvre (Nr. — Nam.)	1. 3.1977	7.12.1976	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 18.2.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 18.2.1977.
27. Ath (Ht. — Hen.)	2. 3.1977	24. 1.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 18.2.1977 — Double présentation — Deux transfuges ont appuyé le candidat nommé. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 18.2.1977 — Dubbele voordracht — Twee overlopers hebben de benoemde kandidaat gesteund.
28. Léglise (Lx. — Lux.)	3. 3.1977	3.12. 1976	Attendu que cesse une incompatibilité. — Wegens verdwijnen van een onverenigbaarheid.
29. Tournai (Ht. — Hen.)	1. 4.1977	31. 3.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 29.3.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 29.3.1977.
30. Burdinne (Lg. — Lk)	12. 4.1977	7. 4.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 18.3.1977. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 18.3.1977.
31. Aywaille (Lg. — Lk)	13. 4.1977	4. 4.1977	Nouvelles élections le 6.3.1977. — Nieuwe verkiezingen op 6.3.1977.
32. Braives (Lg. — Lk)	29. 4.1977	27. 4.1977	Nouvelles élections le 3.4.1977. — Nieuwe verkiezingen op 3.4.1977.
33. Bassenge (Lg. — Lk)	3. 5.1977	29. 4.1977	Recours au Conseil d'Etat — Rejet : le 24.3.1977 — Double présentation. — Beroep bij de Raad van State — Verworpen : op 24.3.1977 — Dubbele voordracht.
34. Neufchâteau (Lux.)	11. 5.1977	9. 5.1977	Nouvelles élections le 27.3.1977. — Nieuwe verkiezingen op 27.3.1977.

(1) Au Cabinet du Ministre.

(1) Op het Kabinet van de Minister.